

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 456

21 février 2012

SOMMAIRE

Alceda Fund Management S.A.	21865	ODC - Integrated Medical Management S.à r.l.	21886
A-R Retail Centers S.à r.l.	21856	ODC - Integrated Medical Management S.à r.l.	21857
Carignan Holding S.A.	21878	Ofi Lux	21857
Cruisopolis S.A.	21847	Orangery Assets S.A.	21849
Deadpan S.à r.l.	21888	Orangery Holdings S.A.	21850
European Directories Midco S.A.	21860	O.R. & B. Consulting S.A.	21849
European Directories OpHoldco S.A.	21883	Orion Income Master Luxembourg S.à r.l.	21856
Feedback Gestion SPF	21843	Orion Master III Luxembourg S.à r.l.	21859
Humlan Holding S.A.	21842	OT Luxco 1 S.à r.l.	21860
IJ Partners Direct Investments Luxembourg S.à r.l.	21850	Ottavia S.A.	21860
Laila S.à r.l.	21844	Parkridge CEE S.à r.l.	21886
LBNM	21860	Parkridge CE Retail 2 S.à r.l.	21883
Live	21884	Parkridge CE Retail Sàrl	21883
Mangrove III S.C.A. SICAR	21857	Parkridge CER S.à r.l.	21887
Mon Toit S.à r.l.	21842	Parkridge France Mixed Use S.à r.l.	21887
Morgan Stanley Capital (Luxembourg) S.A.	21842	Parkridge (Multi Park) S.à r.l.	21865
Mullendriesch	21842	Parkridge Retail Ukraine S.à r.l.	21888
Mullendriesch Constructions S.A.	21843	PATRIZIA Acquihold S.à r.l.	21850
Multimagine SA	21843	P.M. Optima S.à.r.l.	21848
Net5 Investment S.à r.l.	21843	Pro-Li S. à r.l.	21846
Nicklas architectes S.à r.l.	21846	P.W.L. Participations S.A.	21865
Nineteen Sixty Eight Holding S.A.	21846	Quadrifoglio S.A.	21865
Nola Holding Ltd / Nola Holding S.A.	21847	Samora S.A.	21888
O.B.B. Portsmouth S.A.	21847	Single Select Platform	21849
O.B.B. Portsmouth S.A.	21847	The Jupiter Global Fund	21866
O.B.B. Portsmouth S.à.r.l.	21847	WP Roaming Holdings S.A.	21856
O.B.B. Portsmouth S.à.r.l.	21847		

Mon Toit S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3441 Dudelange, 65, avenue Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 92.266.

Le bilan au 31 décembre 2010 et l'annexe ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 11/01/2012.

Référence de publication: 2012007211/10.

(120007048) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 janvier 2012.

Morgan Stanley Capital (Luxembourg) S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 45.753.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012007212/9.

(120006964) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 janvier 2012.

Humlan Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2132 Luxembourg, 22, avenue Marie-Thérèse.
R.C.S. Luxembourg B 74.439.

CLÔTURE DE LIQUIDATION*Extrait*

Il résulte d'un acte d'assemblée générale extraordinaire des actionnaires (clôture de liquidation) de la société «HUMLAN HOLDING S.A.», reçu par Maître Jean-Joseph WAGNER, notaire de résidence à SANEM (Grand-Duché de Luxembourg), en date du 27 décembre 2011, enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 2 janvier 2012. Relation: EAC/2012/39.

- que la société «HUMLAN HOLDING S.A.» (la «Société»), société anonyme, établie et ayant son siège social au 22 avenue Marie-Thérèse, L-2132 Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de et à Luxembourg, section B sous le numéro 74 439,

constituée suivant acte notarié du 21 février 2000, publié au Mémorial C numéro 401 du 6 juin 2000, les statuts de la société a été modifié pour la dernière fois suivant acte notarié du 14 mai 2002, publié au Mémorial C numéro 1131 du 26 juillet 2002, au capital social de trente et un mille Euros (31.000.- EUR) représenté par trois mille cent (3.100) actions d'une valeur nominale de dix Euros (10.- EUR) chacune,

se trouve à partir de la date du 27 décembre 2011 définitivement liquidée,

l'assemblée générale extraordinaire prémentionnée faisant suite à celle du 29 juillet 2011 aux termes de laquelle la Société a été dissoute anticipativement et mise en liquidation avec nomination d'un liquidateur, en conformité avec les article 141 et suivants de la Loi du 10 août 1915. concernant les sociétés commerciales, telle qu'amendée, relatifs à la liquidation des sociétés.

- que les livres et documents sociaux de la Société dissoute seront conservés pendant le délai légal (5 ans) à l'adresse suivant: 2, rue Marie Curie, L-8049 Strassen.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Belvaux, le 13 janvier 2012.

Référence de publication: 2012008316/28.

(120008942) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 janvier 2012.

Mullendriesch, Société Anonyme.

Siège social: L-7220 Walferdange, 133, route de Diekirch.
R.C.S. Luxembourg B 104.556.

Le bilan au 31 décembre 2010 et l'annexe ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 10/01/2012.

Référence de publication: 2012007215/10.

(120007053) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 janvier 2012.

Mullendriesch Constructions S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-7220 Walferdange, 133, route de Diekirch.
R.C.S. Luxembourg B 128.183.

Le bilan au 31 décembre 2010 et l'annexe ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 10/01/2012.

Référence de publication: 2012007216/10.

(120007052) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 janvier 2012.

Multimagine SA, Société Anonyme.

Siège social: L-5627 Mondorf-les-Bains, 15, avenue Lou Hemmer.
R.C.S. Luxembourg B 108.145.

Les comptes annuels au 31.12.2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2012007217/10.

(120007181) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 janvier 2012.

Feedback Gestion SPF, Société à responsabilité limitée - Société de gestion de patrimoine familial.

Capital social: EUR 100.000,00.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 3, rue Beaumont.
R.C.S. Luxembourg B 153.416.

Résolutions écrites de l'associé unique prises à Luxembourg en date du 5 janvier 2012

Monsieur François Bertrand, gérant de société, né le 13 avril 1955 à Boulogne (France), demeurant au 3, rue Beaumont, L-1219 Luxembourg,

propriétaire de 1.000 parts sociales représentant l'intégralité du capital social de la Société et agissant en sa qualité d'associé unique de la Société ("Associé Unique"),

prend les résolutions écrites suivantes:

Première résolution

La nouvelle adresse de l'Associé Unique est au 3, rue Beaumont à L-1219 Luxembourg

Deuxième résolution

L'Associé Unique décide de transférer le siège social de la Société de L-1148 Luxembourg, 35, rue Jean l'Aveugle à L-1219 Luxembourg, 3, rue Beaumont.

Associé unique

Nombre
de parts
sociales

Monsieur François Bertrand 1.000
Luxembourg.

Signature.

Référence de publication: 2012008244/24.

(120009122) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 janvier 2012.

Net5 Investment S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

R.C.S. Luxembourg B 75.657.

CLÔTURE DE LIQUIDATION

Par jugement rendu en date du 15 décembre 2011, le Tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, siégeant en matière commerciale, a déclaré closes par liquidation d'actif les opérations de liquidation de la société NET5 INVESTMENT SARL, dont le siège social à L-1724 Luxembourg, 3, Boulevard Prince Henri, a été dénoncé en date du 1^{er} juin 2005.

Pour extrait conforme
Me Yasemin CENGIZ-KIYAK
Le liquidateur

Référence de publication: 2012007223/14.

(120007390) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 janvier 2012.

Laila S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 13-15, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 144.744.

In the year two thousand and eleven, on the twenty-eighth of December.

Before Us, Maître Martine SCHAEFFER, notary, residing in Luxembourg,

There appeared:

Laila One S.A., a société anonyme incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 13-15, avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg trade and companies' register under number B 146.063, duly represented by Mr Raymond THILL, maître en droit, professionally residing in 74, avenue Victor Hugo, L-1750 Luxembourg, by virtue of a proxy given on 28 December 2011, in Luxembourg.

This proxy, after having been signed "ne varietur" by the proxy holder and the undersigned notary, shall remain attached to this document in order to be registered therewith.

Such appearing party is the sole shareholder (the "Sole Shareholder") of Laila S.à r.l., a société à responsabilité limitée incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 13-15, avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg, registered with the Luxembourg trade and companies' register under number B 144.744, incorporated pursuant to a deed of the notary Maître Paul Bettingen on 30 January 2009, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 540, on 12 March 2009 (the "Company"). The articles of incorporation of the Company have been amended for the last time pursuant to a deed of the same notary dated 30 Octobre 2009, published in the Memorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 2497, on 23 December 2009.

The Sole Shareholder, representing the entire share capital, takes the following resolutions:

First resolution

The Sole Shareholder decides to reduce the share capital by an amount of twenty-nine million two hundred forty-four thousand seven hundred seventy-five euros (EUR 29,244,775.-) so as to bring it from its present amount of twenty-nine million two hundred fifty-seven thousand two hundred seventy-five euros (EUR 29,257,275.-) to the amount of twelve thousand five hundred euros (EUR 12,500.-) represented by five hundred (500) shares with a nominal value of twenty-five euros (EUR 25.-),

by cancellation of one million one hundred sixty-nine thousand seven hundred ninety-one (1,169,791) shares and reimbursement to the sole shareholder of a total amount of twenty-nine million two hundred forty-four thousand seven hundred seventy-five euros (EUR 29,244,775.-).

The modalities of the reimbursement will be decided through a resolution of the board of managers.

Second resolution

The meeting resolves that all powers are conferred to the Board of Managers in order to implement the necessary bookkeeping amendments to the cancellation of reimbursed shares and the shareholder's reimbursement.

Third resolution

As a consequence of the above mentioned resolutions, the Sole Shareholder resolves to amend article 5 of the articles of incorporation of the Company which shall now read as follows:

" **Art. 5. Capital.** The capital of the Company is set at twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500.-) represented by five hundred (500) shares with a nominal value of twenty-five Euro (EUR 25.-) each.

The share capital of the Company may be increased or reduced by a resolution of the general meeting of partner(s) adopted in the same manner required for amendment of the Articles."

Estimation of costs

The costs, expenses, fees and charges, in any form whatsoever, which are to be borne by the Company or which shall be charged to it in connection with the present deed, have been estimated at about two thousand four hundred Euro (EUR 2,400.-).

Whereof, the present deed is drawn up in Luxembourg, on the day stated at the beginning of this document.

The undersigned notary who speaks and understands English, states herewith that upon request of the appearing person, the present deed is worded in English, followed by a French version; upon request of the appearing person and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

The document having been read to the person appearing known to the notary by her name, first name, civil status and residence, this person signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède :

L'an deux mille onze, le vingt-huit décembre.

Par-devant Nous, Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg.

A comparu:

Laila One S.A., une société anonyme constituée et régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 13-15, avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 146.063, ici représentée par Monsieur Raymond THILL, maître en droit, avec adresse professionnelle le, 74, avenue Victor Hugo, L-1750 Luxembourg en vertu d'une procuration sous seing privé donnée à Luxembourg, le 28 décembre 2011.

La procuration signée "ne varietur" par le mandataire et par le notaire soussigné restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

La comparante est l'associé unique (l'"Associé Unique") de Laila S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée et régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social à 13-15, avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 144.744, constituée suivant acte reçu par le notaire Maître Paul Bettingen en date du 30 janvier 2009, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations le 12 mars 2009, numéro 540 (la "Société"). Les statuts de la Société ont été modifiés pour la dernière fois par un acte du même notaire en date du 30 octobre 2009, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations le 23 décembre 2009, numéro 2497.

L'Associé Unique, représentant l'intégralité du capital social, a pris les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Associé unique décide de réduire le capital social de la Société d'un montant de vingt-neuf millions deux cent quarante-quatre mille sept cent soixante-quinze euros (EUR 29.244.775,-), pour le porter de son montant actuel de vingt-neuf millions deux cent cinquante-sept mille deux cent soixante-quinze euros (EUR 29.257.275,-) au montant de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-) représenté par cinq cents (500) parts sociales d'une valeur nominale de vingt-cinq euros (EUR 25,-),

par l'annulation d'un million cent soixante-neuf mille sept cent quatre-vingt-onze (1.169.791) parts sociales et le remboursement à l'associé unique de la somme totale de vingt-neuf millions deux cent quarante-quatre mille sept cent soixante-quinze euros (EUR 29.244.775,-).

Les modalités de remboursement seront décidées par résolution du conseil de gérance.

Deuxième résolution

Tous pouvoirs sont conférés au conseil de gérance pour procéder aux écritures comptables qui s'imposent pour l'annulation des parts sociales remboursées et au remboursement à l'associé unique.

Troisième résolution

Suite à la résolution ci-dessus, l'Associé Unique décide de modifier l'article 5 des statuts de la Société qui aura désormais la teneur suivante:

« Art. 5. Capital

Le capital social est fixé à douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-), représenté par cinq cents (500) parts sociales d'une valeur nominale de vingt-cinq euros (EUR 25,-) chacune.

Le capital social de la Société pourra être augmenté ou réduit par décision de l'assemblée générale des associés adoptée dans les conditions requises pour la modification des Statuts.»

Estimation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison du présent acte, s'élève à environ deux mille quatre cents Euros (EUR 2.400,-).

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate que sur demande de la comparante, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française; sur demande de la même comparante et en cas de divergences entre le texte français et le texte anglais, ce dernier fait foi.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la comparante, connue du notaire instrumentant par nom, prénom usuel, état et demeure, ladite comparante a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: R. Thill et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 5 janvier 2012. Relation: LAC/2012/1026. Reçu soixante-quinze euros - EUR 75,-.

Le Receveur (signé): Irène THILL.

POUR EXPÉDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, aux fins d'inscription au Registre de Commerce.

Luxembourg, le 12 janvier 2012.

Référence de publication: 2012007159/112.

(120007462) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 janvier 2012.

Nicklas architectes S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1521 Luxembourg, 105, rue Adolphe Fischer.

R.C.S. Luxembourg B 145.116.

Les comptes annuels au 31.12.2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2012007221/10.

(120007370) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 janvier 2012.

Nineteen Sixty Eight Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8211 Mamer, 53, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 87.362.

Le Bilan au 31 décembre 2010 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 9 janvier 2012.

Danelli Barbara.

Référence de publication: 2012007222/10.

(120007191) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 janvier 2012.

Pro-Li S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1818 Howald, 20, rue des Joncs.

R.C.S. Luxembourg B 105.426.

EXTRAIT

A la suite de la cession en date du 20 décembre 2011 de dix parts sociales de la société à responsabilité limitée Pro-Li S.à r.l. de Monsieur Gilbert PROBST à Monsieur Denis PROBST, dûment acceptées par la société Pro-Li S.à r.l., conformément à l'article 1690 du Code Civil et l'article 190 de la loi sur les sociétés commerciales, les 4.878 (quatre-mille-huit-cent-soixante-dix-huit) parts sociales de Pro-Li S.à r.l. de EUR 25,- (vingt-cinq euros) chacune, représentant l'intégralité du capital social de EUR 121.950,- (cent vingt et un mille neuf cent cinquante euros) sont détenues comme suit:

- Monsieur Denis PROBST, gérant de société, né à Luxembourg le 27 janvier 1951, demeurant à L-8030 Strassen, 90, rue du Kiem, deux-mille-quatre-cent-quarante-neuf parts sociales	2 449 parts sociales
- Monsieur Gilbert PROBST gérant de société, né à Luxembourg, le 9 février 1949, demeurant à L-7240 Bèrelange, 70, route de Luxembourg, deux-mille-quatre-cent-vingt-neuf parts sociales	2 429 parts sociales
TOTAL: quatre-mille-huit-cent-soixante-dix-huit parts sociales	4 878 parts sociales

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Signature.

Référence de publication: 2012008465/25.

(120009189) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 janvier 2012.

Nola Holding Ltd / Nola Holding S.A., Société Anonyme.

R.C.S. Luxembourg B 40.821.

—
CLÔTURE DE LIQUIDATION

Par jugement rendu en date du 24 novembre 2011, le Tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, siégeant en matière commerciale, a déclaré closes pour absence d'actif les opérations de liquidation de la société NOLA HOLDING Ltd. / NOLA HOLDING S.A., dont le siège social à L-1840 Luxembourg, 11A, Boulevard Joseph II, a été dénoncé en date du 12 mai 2005.

Pour extrait conforme
Me Yasemin CENGIZ-KIYAK
Le liquidateur

Référence de publication: 2012007226/14.

(120007400) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 janvier 2012.

**O.B.B. Portsmouth S.à.r.l., Société à responsabilité limitée,
(anc. O.B.B. Portsmouth S.A.).**

Capital social: EUR 31.000,00.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 35, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 110.613.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature
Un mandataire

Référence de publication: 2012007227/11.

(120007759) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 janvier 2012.

**O.B.B. Portsmouth S.à.r.l., Société à responsabilité limitée,
(anc. O.B.B. Portsmouth S.A.).**

Capital social: EUR 31.000,00.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 35, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 110.613.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature
Un mandataire

Référence de publication: 2012007228/11.

(120007760) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 janvier 2012.

Cruisopolis S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1940 Luxembourg, 430-442, route de Longwy.

R.C.S. Luxembourg B 83.853.

—
Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale ordinaire du 2 mai 2011

Est renouvelé le mandat d'administrateur et de président du conseil d'administration jusqu'à l'assemblée générale qui se tiendra en 2012 de Monsieur Aloyse SALES, 25 rue Nicolas Calmes à L-4998 Sprinkange.

Sont renouvelés les mandats d'administrateur jusqu'à l'assemblée générale qui se tiendra en 2012 de:

- Madame Lea BOSSELER, 25 rue Nicolas Calmes à L-4998 Sprinkange;
- Monsieur Marc SALES, 60 rue des Prés à L-4941 Bascharage;
- Monsieur Jos SALES, 16 Cité Bommelscheuer à L-4953 Hautcharage.

Est nommée réviseur d'entreprises la société BDO AUDIT SA, inscrite au RCSL sous le n° B147570, 2 Avenue Charles de Gaulle à L-1653 Luxembourg jusqu'à l'assemblée générale qui se tiendra en 2012 en lieu et place du commissaire aux comptes BDO Compagnie Fiduciaire, RCSL n° B71178.

Luxembourg, le 2 mai 2011.

Référence de publication: 2012007433/18.

(120007594) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 janvier 2012.

P.M. Optima S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8058 Bertrange, 5, Beim Schlass.

R.C.S. Luxembourg B 107.176.

L'an deux mille onze, le vingt-huit octobre.

Pardevant Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné;

ONT COMPARU:

1.- Monsieur Grégory KLEINBERG, gérant de sociétés, né le 13 juin 1971 à Metz (France), demeurant au N° 2, rue du Général de Gaulle à F- 57700 Hayange,

2.- Monsieur Viggo HANDELAND, Directeur Marketing International, né le 25 avril 1971 à Farsund (Norvège), demeurant au N° 21 rue Emile Dunois à F-92100 Boulogne-Billancourt (France); et

3.- Monsieur Gabriel MATHY, Directeur Business Development, né le 26 août 1970 à Montevideo (Uruguay), demeurant au N° 26 rue de Navarin à F-75009 Paris (France),

Ici représentés par les deux derniers représentés par Monsieur Grégory KLEINBERG, prénommé, en vertu de deux (2) procurations lui délivrées, lesquelles après avoir été signées «ne varietur» par la mandataire et le notaire instrumentant, resteront annexées aux présentes.

Lesquels comparants ont, par leur mandataire, requis le notaire instrumentaire d'acter ce qui suit:

- Que la société à responsabilité limitée "P.M. Optima S.à r.l.", avec siège social à L-8058 Bertrange, 5, Beim Schlass, inscrite auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, numéro 107.176 a été constituée suivant acte reçu par Maître Marthe THYES-WALCH, alors notaire de résidence à Luxembourg, en date du 25 mars 2005, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et des Associations, numéro 788 du 5 octobre 2005, dont les statuts ont été modifiés suivant acte reçu par Maître Gérard LECUIT, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 18 février 2011, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et des Associations, numéro 1211 du 6 juin 2011.

- Que le capital social est fixé à soixante mille Euros (60.000.- EUR) représenté par quatre cent quatre-vingts (480) parts sociales d'une valeur nominale de cent vingt-cinq Euros (125.- EUR) chacune, entièrement libérées.

- Que les comparants sont les seuls et uniques associés actuels de ladite société et qu'ils se sont réunis en assemblée générale extraordinaire et ont pris à l'unanimité, sur ordre du jour conforme, la résolution suivante:

Unique résolution

L'assemblée décide d'élargir l'article 2 et qui aura dorénavant la teneur suivante: "

Art. 2. La société a pour objet social le conseil économique.

La société aura en outre pour objet l'achat, la vente, l'import, l'export, le commerce en général de toute marchandise non spécialement réglementée.

La Société pourra en outre effectuer toute opération commerciale, industrielle ou financière, ainsi que toute transaction sur des biens mobiliers ou immobiliers se rattachant directement ou indirectement à son objet social ou qui sont de nature à en faciliter l'expansion ou le développement.

La société peut en outre prendre des participations, sous quelque forme que ce soit, dans des sociétés luxembourgeoises ou étrangères, l'acquisition par l'achat, la souscription ou de toute autre manière, ainsi que le transfert par vente, échange ou autre, d'actions, d'obligations, de reconnaissances de dettes, notes ou autres titres de quelque forme que ce soit, et la propriété, l'administration, le développement et la gestion de son portefeuille.

La société peut également prendre des participations dans des sociétés de personnes, emprunter sous toutes les formes et procéder à l'émission d'obligations, de reconnaissances de dettes ainsi que tout autre instrument de dettes. Elle peut également acquérir et développer des brevets, des marques déposées et franchises.

D'une façon générale, elle peut accorder une assistance directe ou indirecte aux sociétés affiliées ou aux sociétés du groupe, prendre toutes mesures de contrôle et / ou de supervision et accomplir toute opération qui pourrait être utile à l'accomplissement et au développement de son objet."

Evaluation des frais

Tous les frais et honoraires du présent acte incombant à la société sont évalués à la somme de 850,- EUR. Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

DONT ACTE, fait et passé à Grass, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, tous connus du notaire par leurs noms, prénoms usuels, états et demeures, ils ont tous signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: Grégory KLEINBERG, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher, le 09 novembre 2011. Relation GRE/2011/3977. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

POUR COPIE CONFORME.

Junglinster, le 11 janvier 2012.

Référence de publication: 2012007243/59.

(120007116) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 janvier 2012.

Single Select Platform, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 99.003.

Extrait des Décisions prises lors de l'Assemblée Générale Annuelle des Actionnaires du 26 mai 2011

Composition du Conseil d'administration:

Il a été décidé d'approuver la réélection de Monsieur Thierry Callault, de Monsieur Jean-Marie Mercadal; de Madame Sophie Fizman; de Monsieur Gérard Bourret, de Monsieur Maxime Blanquet du Chayla, de Monsieur Vincent Ribout, de Monsieur Hugues Fournie, de Monsieur Charles Soullard, demeurant professionnellement 5 rue Vernier, 75017 Paris, France, en tant qu'Administrateurs de la Société jusqu'à la prochaine Assemblée Générale Annuelle des Actionnaires qui statuera sur l'année sociale se terminant le 31 Décembre 2011.

Il a été décidé d'approuver l'élection de Monsieur Franck Dussoge, demeurant professionnellement au 66 rue de Sotteville 76 100 Rouen, France, ainsi que de Monsieur Timothy Roniger, demeurant professionnellement au 48 Avenue de Rhodanie, 1007, Lausanne, Suisse en tant qu'Administrateurs de la Société jusqu'à la prochaine Assemblée Générale Annuelle des Actionnaires qui statuera sur l'année sociale se terminant le 31 Décembre 2011.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16 décembre 2011.

Pour SINGLE SELECT PLATFORM

Au nom et pour le compte de J.P. Morgan Bank Luxembourg S.A.

Agent Domiciliataire

Référence de publication: 2012007460/23.

(120007421) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 janvier 2012.

O.R. & B. Consulting S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4750 Pétange, 37, route de Longwy.

R.C.S. Luxembourg B 62.088.

Les comptes annuels au 31-12-2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Signature.

Référence de publication: 2012007229/10.

(120007671) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 janvier 2012.

Orangery Assets S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1943 Luxembourg, 36, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 97.855.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2012007231/10.

(120007311) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 janvier 2012.

Orangery Holdings S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-1943 Luxembourg, 36, rue Gabriel Lippmann.
R.C.S. Luxembourg B 97.848.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2012007232/10.

(120007273) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 janvier 2012.

IJ Partners Direct Investments Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-1122 Luxembourg, 2, rue d'Alsace.
R.C.S. Luxembourg B 149.816.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale du 19 décembre 2011

Résolution:

L'Assemblée décide de révoquer avec effet immédiat les mandats des gérants suivants:

- Monsieur Robert Webb, employé privé, demeurant professionnellement 9D Plateau de Frontenex, CH -1223 Coligny, Suisse;
- Monsieur Thierry Malleret, employé privé, demeurant professionnellement 277 montée de la Ravoire, F-74380 Bonne, France;
- Madame Veronique Gillet, employé privé, demeurant professionnellement 76 rue Arend, B-6791 Athus, Belgique.

En remplacement des trois gérants révoqués, l'Assemblée décide de nommer, avec effet immédiat, les trois personnes suivantes en tant que Gérant de la société pour une durée indéterminée:

- Monsieur Théodore Margellos, employé privé, demeurant professionnellement au 14, rue du Rhône à Genève, CH-1204 Suisse.
- Monsieur José Maria Figueres, employé privé, demeurant professionnellement au 14, rue du Rhône à Genève, CH-1204 Suisse.
- Monsieur Jean de Araujo, employé privé, demeurant professionnellement au 14, rue du Rhône à Genève, CH-1204 Suisse.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012008325/24.

(120008715) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 janvier 2012.

PATRIZIA Acquihold S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1660 Luxembourg, 4, Grand-rue.
R.C.S. Luxembourg B 166.030.

STATUTEN

Im Jahre 2011, am 2. Dezember

Vor Maître Francis Kessler, Notar mit Amtssitz in Esch-sur-Alzette.

IST ERSCHIENEN:

PATRIZIA Luxembourg S.à r.l., eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) luxemburgischen Rechts, mit Sitz in 4, Grande-rue, L-1660 Luxembourg, eingetragen im luxemburgischen Handels- und Gesellschaftsregister unter der Nummer RCS B 122906 vertreten durch Herrn Dr. Bernhard Engelbrecht, Diplomkaufmann, 25, Boulevard Royal, Luxemburg,

in seiner Eigenschaft als deren gesetzlicher Vertreter.

Die Erschienene, handelnd wie erwähnt, hat den unterzeichneten Notar ersucht, die Satzung einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung, die sie hiermit gründet, wie folgt zu beurkunden.

Art. 1. Name. Es besteht hiermit eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) mit der Bezeichnung "PATRIZIA Acquihold S.à r.l." (die Gesellschaft).

Art. 2. Gesellschaftszweck. Zweck der Gesellschaft ist es, Beteiligungen an luxemburgischen oder ausländischen Gesellschaften gleich in welcher Form einzugehen und alle anderen Arten von Investitionen im Wege des Erwerbs oder der Veräußerung von Wertpapieren durch Kauf oder Verkauf, Tausch oder durch Zeichnung oder in jeder anderen Art und Weise vorzunehmen, sowie die Verwaltung, Kontrolle und Verwertung ihres Portfolios.

Die Gesellschaft darf außerdem auf eigene Rechnung in Luxemburg und im Ausland Immobilien erwerben und veräußern, und sie darf alle Aktivitäten, die im Zusammenhang mit Immobiliengeschäften stehen, ausführen, unter anderem direkte oder indirekte Beteiligungen an luxemburgischen und ausländischen Gesellschaften halten, deren Hauptzweck der Erwerb und die Veräußerung, aber auch die Verwaltung, Vermietung von Immobilien und die Durchführung von Bauprojekten ist.

Die Gesellschaft darf Kredite an Gesellschaften vergeben, an denen sie eine direkte oder indirekte Beteiligung hält, sowie an sonstige Gesellschaften, die derselben Unternehmensgruppe angehören, oder diese Gesellschaften in einer anderen Art und Weise unterstützen.

Die Gesellschaft darf sonst alle Aktivitäten ausführen, die direkt oder indirekt in Zusammenhang mit dem Gesellschaftszweck stehen, oder den Gesellschaftszweck fördern.

Art. 3. Dauer. Die Gesellschaft ist auf unbestimmte Zeit gegründet.

Art. 4. Sitz der Gesellschaft. Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in Luxemburg-Stadt.

Durch Beschluss der Gesellschafter kann der Sitz an jeden anderen Ort im Großherzogtum Luxemburg verlegt werden. Er kann innerhalb der Gemeinde durch Beschluss der Geschäftsleitung verlegt werden.

Die Gesellschaft kann Büros und Zweigniederlassungen in Luxemburg und im Ausland errichten.

Art. 5. Kapital der Gesellschaft. Das Kapital der Gesellschaft ist auf zwölftausendfünfhundert Euro (12.500 EUR) festgesetzt, eingeteilt in eintausendzweihundertundfünfzig (1.250) Anteile mit einem Nennwert von je zehn Euro (10 EUR).

Art. 6. Änderungen des Gesellschaftskapitals. Das Gesellschaftskapital kann jederzeit durch einen Beschluss der Gesellschafter erhöht oder herabgesetzt werden. Die Geschäftsleitung der Gesellschaft kann jederzeit beschließen, einen Teil eines Emissionsaufgeldes an den oder die Gesellschafter auszuzahlen, unter der Berücksichtigung, dass der Nettowert der Gesellschaft nicht unter den Wert des Kapitals der Gesellschaft und der gesetzlich vorgeschriebenen Mindestrücklage fällt.

Art. 7. Gewinnbeteiligung. Jeder Anteil hat ein im Verhältnis zu der Gesamtzahl der Anteile stehendes Anrecht auf die Aktiva und die Gewinne der Gesellschaft.

Art. 8. Unteilbarkeit der Anteile. Gegenüber der Gesellschaft sind einzelne Anteile unteilbar; pro Anteil erkennt die Gesellschaft nur einen Inhaber an. Mitinhaber müssen gegenüber der Gesellschaft eine einzige Person als ihren Vertreter benennen.

Art. 9. Übertragung von Gesellschaftsanteilen. Anteile eines alleinigen Gesellschafters sind frei übertragbar.

Bei mehreren Gesellschaftern kann die Übertragung von Anteilen an Dritte nur durch eine Mehrheit von Gesellschaftern, die mindestens drei Viertel des Gesellschaftskapitals vertreten, beschlossen werden. Für die Übertragung von Anteilen unter Gesellschaftern bedarf es eines solchen Beschlusses nicht.

Art. 10. Rückkauf von Anteilen. Die Gesellschaft ist ermächtigt, Anteile an ihrem eigenen Gesellschaftskapital zu kaufen, soweit sie über genügend verfügbare Reserven verfügt.

Die Gesellschaft kann Anteile an ihrem eigenen Gesellschaftskapital nur auf Grund eines entsprechenden Beschlusses der Gesellschafter erwerben oder veräußern. Der Beschluss kann nur von einer Mehrheit von Gesellschaftern, die mindestens drei Viertel des Gesellschaftskapitals vertreten, geschlossen werden.

Art. 11. Insolvenz eines Gesellschafter. Das Bestehen der Gesellschaft bleibt unberührt von der Insolvenz eines Gesellschafters.

Art. 12. Geschäftsführung - Geschäftsleitung. Die Gesellschaft hat mindestens zwei Geschäftsführer. Die Geschäftsführer werden durch Beschluss der Gesellschafter ernannt und ohne Angabe von Gründen abberufen oder ersetzt.

Die Geschäftsführer bilden die Geschäftsleitung. Die Geschäftsleitung ist zuständig in allen Angelegenheiten, die nicht ausdrücklich durch Gesetz oder durch diese Satzung den Gesellschaftern vorbehalten sind.

Die Beschlüsse der Geschäftsleitung werden mit der Mehrheit der abgegebenen Stimmen der anwesenden oder vertretenen Geschäftsführern gefasst. Beschlüsse können nur gefasst werden, wenn mehr als die Hälfte der Geschäftsführer anwesend oder vertreten ist.

Die Geschäftsleitung wählt einen Vorsitzenden für jede Sitzung. Sofern ein Vorsitzender gewählt worden ist, führt dieser den Vorsitz der Sitzung, für die er gewählt wurde. Der Vorsitzende wird von der Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Geschäftsführer gewählt.

Jede Sitzung muss wenigstens 24 (vierundzwanzig) Stunden im Voraus schriftlich per Brief, Fax oder E-Mail gegenüber jedem Geschäftsführer einberufen werden, außer in Dringlichkeitsfällen. Eine Sitzung der Geschäftsleitung kann von jedem Geschäftsführer einzeln einberufen werden. Wenn alle anwesenden oder vertretenen Geschäftsführer in der Sitzung erklären, dass sie über die Tagesordnung informiert wurden, kann auf die Einberufung verzichtet werden. Wenn eine Sitzung zu einer Zeit und an einem Ort abgehalten wird, die vorher in einem Beschluss der Geschäftsleitung festgelegt wurden, ist eine gesonderte Einberufung entbehrlich.

Jeder Geschäftsführer kann sich vertreten lassen, indem er per Brief, Fax oder E-Mail einen anderen Geschäftsführer zu seinem Vertreter bestellt. Jeder Geschäftsführer kann an einer Sitzung per Telefonkonferenz, Videokonferenz oder durch jedes andere ähnliche Kommunikationsmittel, das es den an der Sitzung teilnehmenden Geschäftsführern erlaubt, persönlich ausgewiesen an der Sitzung und an ihrer Beratung teilzunehmen. Die Teilnahme eines Geschäftsführers an einer Sitzung der Geschäftsleitung im Wege einer Telefon- oder Videokonferenz, oder über jedes andere, ähnliche Kommunikationsmittel (wie oben beschrieben) gilt als persönliche Teilnahme; und eine so abgehaltene Sitzung gilt als am Sitz der Gesellschaft abgehalten. Die Beschlüsse der Geschäftsleitung werden in einem Protokoll festgehalten, welches am Sitz der Gesellschaft aufbewahrt wird und von den an der Sitzung teilnehmenden oder vertretenen Geschäftsführern, im Falle einer von einem Vorsitzenden geleiteten Sitzung von diesem, unterschrieben wird. Vollmachten, sofern solche ausgestellt wurden, sind dem Protokoll als Anlage beizufügen.

Ungeachtet der vorhergehenden Bestimmungen können Beschlüsse der Geschäftsleitung auch auf schriftlichen Wege gefasst werden (Umlaufbeschlüsse) und aus einem oder mehreren Dokumenten bestehen, die die Beschlüsse enthalten, wenn sie von allen Mitgliedern der Geschäftsleitung unterschrieben werden. Als Datum der Beschlussfassung eines solchen Umlaufbeschlusses gilt das Datum der letzten Unterschrift. Ein Umlaufbeschluss gilt als Sitzung, die in Luxemburg stattgefunden hat.

Art. 13. Vertretungsmacht - Bevollmächtigung. Die Gesellschaft wird durch Einzelunterschrift eines Geschäftsführer nach außen vertreten. Die Geschäftsführer haben umfassende Vertretungsmacht, die Gesellschaft gegenüber Dritten zu vertreten und alle Handlungen und Geschäfte, die im Einklang mit dem Gesellschaftszweck stehen, auszuführen.

Jeder Geschäftsführer kann seine Befugnisse in Anbetracht bestimmter Handlungen an einen oder mehrere ad hoc-Bevollmächtigte delegieren. Der jeweilige Geschäftsführer, der seine Befugnisse delegiert, legt die Verantwortlichkeiten und die Vergütung des Bevollmächtigten (sofern das Mandat vergütet wird), die Dauer der Bevollmächtigung und alle anderen relevanten Bedingungen fest.

Art. 14. Haftung des Geschäftsführers/der Geschäftsführer. Der/die Geschäftsführer haftet/en nicht persönlich für im Rahmen ihrer Funktion ordnungsgemäß im Namen der Gesellschaft eingegangene Verbindlichkeiten.

Art. 15. Beschlüsse der Gesellschafter - Gesellschafterversammlung. Die Gesellschafter fassen ihre Beschlüsse schriftlich anstelle einer Gesellschafterversammlung. Bei mehreren Gesellschaftern, werden Beschlüsse durch einfache Mehrheit gefasst. Ein Beschluss zur Änderung der Satzung, ist von Gesellschaftern, die mindestens drei Viertel des Gesellschaftskapitals vertreten, zu fassen.

Art. 16. Geschäftsjahr. Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am ersten Januar und endet am einunddreißigsten Dezember eines jeden Jahres.

Art. 17. Jahresabschluss. Jedes Jahr zum 31. Dezember werden die Bücher der Gesellschaft für das abgelaufene Geschäftsjahr geschlossen und die Bilanz und die Gewinn- und Verlustrechnung von der Geschäftsleitung aufgestellt.

Jeder Gesellschafter kann am Ort des Gesellschaftssitzes Einsicht in die Bilanz und in die Gewinn- und Verlustrechnung nehmen.

Art. 18. Gewinnverteilung - Rücklagen. Der Nettogewinn der Gesellschaft errechnet sich aus dem Bruttogewinn nach Abzug aller Kosten und Abschreibungen. Aus dem Nettogewinn der Gesellschaft sind fünf Prozent (5 %) in die Bildung einer gesetzlichen Rücklage einzubringen, bis diese Rücklage betragsmäßig zehn Prozent (10 %) des gezeichneten Gesellschaftskapitals erreicht. Der Saldo des Nettogewinns kann an die Gesellschafter, im Verhältnis ihrer Beteiligung ausgeschüttet werden. Die Geschäftsführer können beschließen eine Zwischendividende auszuzahlen.

Art. 19. Auflösung - Abwicklung. Nach Auflösung der Gesellschaft wird die Abwicklung durch einen oder mehrere Liquidatoren durchgeführt. Der Liquidator bzw. die Liquidatoren werden durch die Gesellschafter unter Festlegung ihrer Befugnisse und Vergütungen ernannt.

Zeichnung und Einzahlung

Die Anteile wurden wie folgt gezeichnet:

PATRIZIA Luxembourg S.à r.l., wie vorgenannt: 1.250 Anteile

Alle Anteile wurden vollständig in bar eingezahlt, so dass die Summe von zwölftausendfünfhundert Euro (12.500 EUR) ab sofort der Gesellschaft zur Verfügung steht; ein entsprechender Nachweis wurde dem unterzeichneten Notar gegenüber erbracht.

Die Bescheinigung über den Wert der Einlage und die Bestätigung des alleinigen Gesellschafters bleibt, nach ne varietur Unterzeichnung durch den gesetzlichen Vertreter der Erschienenen und den unterzeichneten Notar dieser Urkunde als Anlage beigefügt und wird zusammen mit dieser Eintragung eingereicht.

Übergangsbestimmungen

Das erste Geschäftsjahr beginnt heute und endet am 31. Dezember 2011.

Kosten

Die Kosten und Auslagen, die der Gesellschaft für diese Gründung entstehen oder die sie zu tragen hat, belaufen sich auf ungefähr eintausend vierhundert Euro (1,400 EUR).

Beschluss des alleinigen Gesellschafters

Im Anschluss an die Gründung der Gesellschaft hat der alleinige Gesellschafter folgende Beschlüsse gefasst:

(1) Die Geschäftsleitung der Gesellschaft hat 2 Mitglieder. Zu Geschäftsführern der Gesellschaft werden folgende Personen für unbestimmte Zeit ernannt:

Dr. Bernhard Engelbrecht, geschäftsansässig in 4, Grand-rue, L-1660 Luxemburg; und Arwed Fischer, geschäftsansässig in Fuggerstr. 26, D-81650 Augsburg.

(2) Als Sitz der Gesellschaft wird folgende Adresse bestimmt: 4, Grand-rue, L-1660 Luxemburg.

Der unterzeichnete Notar, der der englischen Sprache mächtig ist, erklärt hiermit, dass auf Ersuchen der erschienenen Partei diese Urkunde in deutscher Sprache verfasst und mit einer englischen Übersetzung versehen ist und dass im Falle einer Abweichung des deutschen vom englischen Text der deutsche Text maßgebend ist.

Worüber die vorliegende Urkunde zum Eingangs genannten Datum in Luxemburg erstellt wird.

Als Zeuge wovon wir, der unterzeichnete Notar, unsere Unterschrift und unser Siegel unter dem oben genannten Datum unter diese Urkunde setzen.

Nach Vorlesen und Erklärung alles Vorstehenden hat der gesetzliche Vertreter der Erschienenen mit uns, dem unterzeichneten Notar, die vorliegende Urkunde unterschrieben.

It follows the English translation of the foregoing:

In the year two thousand and eleven, on the second day of December.

Before, Maître Francis Kessler, notary residing in Esch-sur-Alzette.

THERE APPEARED:

PATRIZIA Luxembourg S.à r.l., a private limited company (société à responsabilité limitée) under Luxembourg law, with its office in 4, Grand Rue, L-1660 Luxembourg, registered with the Luxembourgish trade and companies register under number RCS B 122906 represented by its Dr. Bernhard Engelbrecht, Master of commercial sciences, 25, Boulevard Royal, Luxembourg, in his capacity as its legal representative,

Such appearing party, in the capacity in which it acts, has requested the undersigned notary, to state as follows the articles of association of a private limited liability company (société à responsabilité limitée), which is hereby incorporated.

Art. 1. Name. There exists a private limited liability company (société à responsabilité limitée) by the name of "PATRIZIA Acquihold S.à r.l." (the Company).

Art. 2. Corporate purpose. The purpose of the Company is the holding of participations, in any form whatsoever, in Luxembourg and foreign companies and any other form of investment, the acquisition by purchase, subscription or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of securities of any kind and the administration, control and development of its portfolio.

In addition, the Company may acquire and sell real estate properties, for its own account, either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad and it may carry out all operations relating to real estate properties, including the direct or indirect holding of participations in Luxembourg or foreign companies, the principal object of which is the acquisition and sale but also the management and/or lease of real estate properties as well as the implementation of construction projects.

The Company may further grant loans the companies in which it holds a direct or indirect participation or which form part of the same group of companies as the Company or otherwise assist these companies.

The Company may carry out any other activities which are directly or indirectly linked to its corporate purpose or may deem useful in accomplishment of this corporate purpose.

Art. 3. Duration. The Company is formed for an unlimited period of time.

Art. 4. Registered office. The registered office is established in Luxembourg City.

It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a shareholders' resolution. It may be transferred within the boundaries of the municipality by a resolution of the board of managers of the Company.

The Company may have offices and branches, both in Luxembourg and abroad.

Art. 5. Share capital. The Company's share capital is fixed at twelve thousand five hundred euros (EUR 12,500), represented by one thousand two hundred and fifty (1250) shares having a nominal value of ten euros (EUR 10) per share each.

Art. 6. Amendments to the share capital. The share capital may at any time be increased or decreased by a shareholders' resolution. The board of managers of the Company may decide to pay an issue premium to the shareholder(s), provided

that the net assets of the Company will never fall below the value of the share capital of the Company and the minimum statutory reserve.

Art. 7. Profit sharing. Each share is entitled to a fraction of the corporate assets and profits of the Company in direct proportion to the number of shares in existence.

Art. 8. Indivisible shares. Vis-à-vis the Company, the Company's shares are indivisible, and only one owner is admitted per share. Joint coowners have to appoint a sole person as their representative towards the Company.

Art. 9. Transfer of shares. The Company's shares held by a sole shareholder are freely transferable.

In case of plurality of shareholders, the transfer of shares to third parties must be authorized by a shareholders' resolution representing at least three-quarters of the share capital of the Company. No such resolution is required for a transfer of shares among the shareholders.

Art. 10. Redemption of shares. The Company shall have the power to acquire shares of its own capital provided that the Company has sufficient reserves to that effect.

The acquisition and disposal by the Company of shares held by it in its own share capital shall take place by virtue of a shareholders' resolution. The shareholders' resolution has to represent at least three quarters of the share capital of the Company.

Art. 11. Insolvency of a shareholder. The insolvency of a shareholder will not terminate the Company.

Art. 12. Management – Board of managers. The Company is managed by at least two managers. The manager(s) are appointed and may be revoked or replaced without cause by a shareholders' resolution.

The managers form the board of managers. All powers not expressly reserved by law or the present articles of association to the sole shareholder fall within the power of the board of managers.

The resolutions of the board of managers shall be adopted by the majority of the managers present or represented. The board of managers can deliberate only if at least the majority of its members are present or represented at a meeting of the board of managers.

A chairman of the board of managers may be appointed by the board of managers for each board meeting. If a chairman has been appointed, he will preside at the meeting for which he has been appointed. The chairman will be appointed by vote of the majority of the managers present or represented at the board meeting.

Written notice of any meeting of the board of managers will be given to all managers, in writing or by telefax or e-mail, at least 24 (twenty-four) hours in advance of the hour set for such meeting except in circumstances of emergency. A meeting of the board of managers can be convened by any single manager. This notice may be waived if all the managers are present or represented, and if they state that they have been informed on the agenda of the meeting. Separate notice shall not be required for individual meetings held at times and places prescribed in a resolution previously adopted by the board of managers.

A manager may act at a meeting of the board of managers by appointing in writing or by telefax or e-mail another manager as his proxy. A manager may also participate in a meeting of the board of managers by conference call, video-conference or by other similar means of communication allowing all the managers taking part in the meeting to be identified and to deliberate. The participation by a manager in a meeting by conference call, videoconference or by other similar means of communication mentioned above shall be deemed to be a participation in person at such meeting and the meeting shall be deemed to be held at the registered office of the Company. The decisions of the board of managers will be recorded in minutes to be held at the registered office of the Company and to be signed by any managers attending the board meeting, or by the chairman of the board of managers, if one has been appointed. Proxies, if any, will remain attached to the minutes of the relevant meeting.

Notwithstanding the foregoing, a resolution of the board of managers may also be passed in writing (circular resolutions) in which case the minutes shall consist of one or several documents containing the resolutions and signed by each and every manager. The date of such circular resolutions shall be the date of the last signature. A circular resolutions is deemed a board meeting held in Luxembourg.

Art. 13. Signature power - representation. The Company shall be bound by the sole signature of any manager. In dealing with third parties, the manager(s) will have all powers to act in all circumstances in the name and on behalf of the Company and to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's objects.

Any manager may sub-delegate its powers for specific tasks to one or several ad hoc agents. The manager will determine this agent's responsibilities and remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of his agency.

Art. 14. Liability of the manager(s). The manager or the managers assume, by reason of his/their position, no personal liability in relation to any commitment validly made by him/them in the name of the Company.

Art. 15. Shareholders' voting rights, quorum and Majority. The shareholders may take written resolutions instead of a general meeting of shareholders. In the case of a plurality of shareholders, resolutions are taken by simple majority. A

resolution to change the articles is to be taken by shareholders representing at least three quarters of the share capital of the Company.

Art. 16. Financial year. The Company's financial year starts on the 1 January and ends on 31 December of each year.

Art. 17. Financial statements. Each year, with reference to 31 December, the Company's accounts are established and the manager, or in case of plurality of managers, the board of managers prepare an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities.

Each shareholder may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

Art. 18. Appropriation of profits, Reserves. The gross profits of the Company stated in the annual accounts, after deduction of general expenses, amortisation and expenses represent the net profit. An amount equal to five per cent. (5%) of the net profits of the Company is allocated to a statutory reserve, until this reserve amounts to ten per cent. (10%) of the Company's nominal share capital. The balance of the net profits may be distributed to the shareholder(s) commensurate to his/their share holding in the Company. The manager, or in case of plurality of managers, the board of managers may decide to pay interim dividends.

Art. 19. Dissolution - Liquidation. At the time of winding up of the company the liquidation will be carried out by one or several liquidators, appointed by the sole shareholder who shall determine their powers and remuneration.

Subscription and Payment

All shares have been subscribed as follows:

PATRIZIA Luxembourg S.à r.l., prenamed: 1,250 shares.

All shares have been fully paid-up by contribution in cash, so that the sum of twelve thousand five hundred euros (EUR 12,500) is at the free disposal of the Company; evidence of which has been given to the undersigned notary.

The valuation certificate and the confirmation by the shareholder(s), after having been initialled *ne varietur* by the legal representative of the appearing party, and the undersigned notary, will remain attached to the present deed in order to be registered with it.

Transitory provisions

The first financial year shall begin today and it shall end on 31 December 2011.

Estimate of costs

The expenses, costs, remunerations and charges in any form whatsoever, which shall be borne by the Company as a result of the present deed are estimated to be approximately one thousand four hundred euro (EUR 1.400).

Resolution of the sole shareholder

Immediately after the incorporation, the sole shareholder has herewith adopted the following resolutions:

(1) the number of managers is set at 2. The meeting appoints as manager(s) of the Company for an unlimited period of time:

Dr. Bernhard Engelbrecht, professionally residing in 4, Grand Rue, L-1660 Luxembourg; and Arwed Fischer, professionally residing in, Fuggerstr. 26, 81650 Augsburg.

(2) the registered office is established at: 4, Grand-rue, L-1660 Luxembourg.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English, followed by a German version; at the request of the same appearing party, in case of discrepancies between the English and the German text, the German version will prevail.

Whereof the present notarial deed is drawn in up Luxembourg, on the date stated above.

In witness whereof, the undersigned notary, has assigned on the above mentioned date.

The document having been read to the legal representative of the appearing party, the legal representative of the appearing party signed together with, the notary, the present original deed.

Signé: Engelbrecht, Kessler

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 12 décembre 2011. Relation: EAC/2011/16781. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Receveur (signé): Santioni A.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Référence de publication: 2012006629/285.

(120006134) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 janvier 2012.

Orion Income Master Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 735.475,00.**

Siège social: L-1528 Luxembourg, 11-13, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 118.883.

—
EXTRAIT

En date du 8 décembre 2011, les gérants de la Société ont décidé de transférer le siège social de la Société du 6, Avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg au «Centre Etoile», 11/13 Boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, avec effet au 1^{er} janvier 2012.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Orion Income Master Luxembourg S.à r.l.

Référence de publication: 2012007233/14.

(120007562) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 janvier 2012.

WP Roaming Holdings S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5326 Contern, 15, rue Edmond Reuter.

R.C.S. Luxembourg B 125.022.

—
EXTRAIT

Il résulte de l'assemblée générale des actionnaires de la Société datée du 5 janvier 2012 que Monsieur Darryl Edwards, né le 12 mai 1961 à Stroke dans le Kent, Royaume-Uni demeurant au 16 Alderman Way, Weston Under Wetherley, Leamington Spa, VC33 9GB, Royaume-Uni, a été nommé administrateur de la Société avec effet au 13 janvier 2012 et ce jusqu'à la prochaine assemblée générale annuelle devant se tenir en 2012, de sorte que le conseil d'administration de la Société se composera comme suit à partir du 13 janvier 2012:

- Monsieur Morten Brogger
- Monsieur Jeremy Young
- Monsieur Joseph Charles Schull
- Monsieur Max Fowinkel
- Monsieur Philipp Bruchmann
- Madame Ute Bräuer Monsieur Henry Kressel
- Monsieur Charles Gurassa Monsieur Piyush Sodha
- Monsieur Mark Ein Monsieur Guy Dubois Monsieur Guy Sochovsky Monsieur Darryl Edwards

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 9 janvier 2012.

Pour la Société

Signature

Référence de publication: 2012008717/25.

(120009368) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 janvier 2012.

A-R Retail Centers S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.400,00.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 43, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 108.261.

En date du 24 novembre 2011, l'associé APOLLO RIDA RETAIL S.à r.l., avec siège social au 43, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, a cédé la totalité de ses 124 parts sociales de la manière suivante:

- 29 parts sociales à Apollo Rida Retail LLC, avec siège social au 2711, Centerville Road, suite 400, 19808 Wilmington, Delaware, Etats-Unis, qui les acquiert
- 25 parts sociales à Apollo Rida Retail (EU) LLC, avec siège social au 2711, Centerville Road, suite 400, 19808 Wilmington, Delaware, Etats-Unis, qui les acquiert
- 55 parts sociales à Apollo Poland Real Estate Co-Investment L.P., avec siège social au 2711, Centerville Road, suite 400, 19808 Wilmington, Delaware, Etats-Unis, qui les acquiert
- 15 parts sociales à Rida Retail Holdings LLC, avec siège social au 1209, Orange Street, 19801 Wilmington, Delaware, Etats-Unis, qui les acquiert

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 5 janvier 2012.

Référence de publication: 2012007470/20.

(120007926) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 janvier 2012.

ODC IMM, ODC - Integrated Medical Management S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-7410 Angelsberg, 6, rue de l'Ecole.

R.C.S. Luxembourg B 166.047.

Les statuts coordonnés de la société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 janvier 2012.

Référence de publication: 2012007237/10.

(120007542) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 janvier 2012.

Ofi Lux, Société Anonyme.

Siège social: L-1160 Luxembourg, 32, boulevard d'Avranches.

R.C.S. Luxembourg B 116.289.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2012007239/10.

(120007508) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 janvier 2012.

Mangrove III S.C.A. SICAR, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une Société d'Investissement en Capital à Risque.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 20, boulevard Emmanuel Servais.

R.C.S. Luxembourg B 140.749.

In the year two thousand and eleven, on the fifteenth of December.

Before us Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg,

Appears:

Frédérique Lefèvre, lawyer, residing professionally in Luxembourg, representing, by virtue of a proxy given under private seal, MANGROVE III MANAGEMENT S.A., RCS Luxembourg B 140.594, a company organized and existing under Luxembourg laws with registered office at L-2535 Luxembourg, 20, Boulevard Emmanuel Servais, in his capacity of "associé-gérant-commandité" (the "Manager") of the "société d'investissement en capital à risque" MANGROVE III S.C.A SICAR, with registered office at L-2535 Luxembourg, 20, Boulevard Emmanuel Servais, duly registered with the Luxembourg Trade Register under section B number 140.749 (the "Company"). The Company was incorporated by a deed of Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, on July 17, 2008, published in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations dated August 22, 2008, number 2036 and modified by Extraordinary General Meetings by deeds of Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, on September 2, 2008, on November 25, 2008, on June 25, 2009, on September 16, 2009, on December 14, 2009, on July 6, 2010, on October 15, 2010, on April 18, 2011 and on July 25, 2011 published in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C number 2361 dated September 26, 2008, number 4 dated January 2, 2009, number 1458 dated July 25, 2009, number 2118 dated October 28, 2009, number 367 dated February 19, 2010, number 2137 dated October 11, 2010, number 2701 dated December 8, 2010, number 1481 dated July 6, 2011 and number 2503 dated October 17, 2011. The Articles have been amended for the last time by a deed of the undersigned notary on October 3, 2011 published in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C number 2915 dated November 29, 2011.

The Manager then declared and requested the notary to declare the following:

1. The issued capital of the MANGROVE III S.C.A., SICAR, prenamed amounts now to ONE HUNDRED FORTY-NINE THOUSAND EIGHT HUNDRED EURO (EUR 149.800.-) represented by ONE (1) fully paid-up Manager Share with a par value of THIRTY THOUSAND EURO (EUR 30.000.), ONE MILLION NINETY-EIGHT THOUSAND (1.098.000) fully paidup Ordinary Shares, each with a par value of TEN EURO CENTS (EUR 0,10) per Share and by ONE HUNDRED THOUSAND (100.000) fully paid-up Participating Shares, each with a par value of TEN EURO CENTS (EUR 0,10) per Share.

2. According to Article 5 of the Articles of Incorporation, the authorized capital of the Company has been set up at TWO HUNDRED TWENTY THOUSAND EURO (EUR 220.000.-) represented by ONE Manager's Share held by the

Manager with a par value of THIRTY THOUSAND EURO (EUR 30.000.-), ONE MILLION EIGHT HUNDRED THOUSAND (1.800.000) Ordinary Shares with a par value of TEN EURO CENTS (EUR 0,10) each and ONE HUNDRED THOUSAND (100.000) Participating Shares, with a par value of TEN EURO CENTS (EUR 0,10) each. The Manager has been authorized to proceed to the increase in capital and Article 5 of the Articles of Incorporation will then be amended in order to correspond to the increase in capital rendered effective.

3. In accordance with Article 5 of the Articles of Incorporation, the Manager has decided through the resolutions dated October 20, 2011 to increase the issued capital of the Company by NINE THOUSAND EURO (EUR 9,000,-) to raise it from the present amount of ONE HUNDRED FORTY-NINE THOUSAND EIGHT HUNDRED EURO (EUR 149,800,-) to ONE HUNDRED FIFTY-EIGHT THOUSAND EIGHT HUNDRED EURO (EUR 158.800,-) through the issuance of NINETY THOUSAND (90,000) new Ordinary Shares with a par value of TEN EURO CENTS (EUR 0,10) each, each entitled to the same rights as the former ones, together with a total share premium of EIGHT MILLION NINE HUNDRED NINETY-ONE THOUSAND EUROS (EUR 8,991,000.-)

The NINETY THOUSAND (90,000) new Ordinary Shares have been subscribed and fully paid in cash through payment on a bank account in the name of MANGROVE III S.C.A., SICAR prenamed, so that the amount of NINE MILLION EURO (EUR 9,000,000,-) has been put at the free disposal of the latter, evidence of which has been given to the undersigned notary through the presentation of the supporting documents relating to such payment.

Such increase having been effected within the limits of the authorized capital, the second paragraph of Article five of the Articles of Incorporation shall be amended accordingly and shall read as follows:

“(b) the issued capital of the Corporation is set at ONE HUNDRED FIFTY-EIGHT THOUSAND EIGHT HUNDRED EURO (EUR 158,800,-) represented by ONE (1) fully paid-up Manager Share with a par value of THIRTY THOUSAND EURO (EUR 30,000), ONE MILLION ONE HUNDRED EIGHTY-EIGHT THOUSAND (1,188,000) fully paid-up Ordinary Shares, each with a par value of TEN EURO CENTS (EUR 0,10) per Share and by ONE HUNDRED THOUSAND (100,000) fully paid-up Participating Shares with a par value of TEN EURO CENTS (EUR 0,10) each.”

Expenses

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever, which shall be borne by the company as a result of the present deed, are estimated at approximately EUR 4,500.-.

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English followed by a French version. On request of the same appearing person and in case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the person appearing, the said person appearing signed together with the notary the present deed.

Suit la version française du texte qui précède:

L'an deux mille onze, le quinze décembre.

Par-devant Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg.

A comparu:

Frédérique Lefèvre, juriste, demeurant professionnellement à Luxembourg, représentant, en vertu d'une procuration sous seing-privé, MANGROVE III MANAGEMENT S.A., RCS Luxembourg B 140.594, une société régie par les lois du Luxembourg avec siège social à L-2535 Luxembourg, 20, Boulevard Emmanuel Servais, agissant en sa qualité d'associé-gérant-commandité (le "Gérant") de la société d'investissement en capital à risque MANGROVE III S.C.A. SICAR, ayant son siège social à L-2535 Luxembourg, 20, Boulevard Emmanuel Servais, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés à Luxembourg, Numéro B 140.749 (la "Société"). La Société a été constituée par-devant Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, le 17 juillet 2008, l'acte ayant été publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations en date du 22 août 2008, sous le numéro 2036 et dont les statuts ont été modifiés par Assemblées Générales Extraordinaires par-devant Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 2 septembre 2008, du 25 novembre 2008, du 25 juin 2009, du 16 septembre 2009, du 14 décembre 2009, du 6 juillet 2010, du 15 octobre 2010, du 18 avril 2011 et du 25 juillet 2011 publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C, numéro 2361 daté du 26 septembre 2008, numéro 4 du 2 janvier 2009, numéro 1458 du 25 juillet 2009, numéro 2118 du 28 octobre 2009, numéro 367 du 19 février 2010, numéro 2137 du 11 Octobre 2010, numéro 2701 du 8 décembre 2010, numéro 1481 du 6 Juillet 2011 et numéro 2503 du 17 octobre 2011. Les statuts ont été modifiés pour la dernière fois par un acte de Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, le 3 octobre 2011, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations C numéro 2915 du 29 novembre 2011.

Le Gérant expose et prie alors le notaire instrumentant d'acter comme suit:

1. Le capital social de la Société MANGROVE III S.C.A.SICAR prédésignée s'élève actuellement à CENT QUARANTE-NEUF MILLE HUIT CENTS EUROS (EUR 149.800.-) représenté par UNE (1) action de Commandité entièrement libérée d'une valeur nominale de TRENTE MILLE EUROS (EUR 30.000.-), UN MILLION QUATRE-VINGT-DIX-HUIT MILLE (1.098.000) Actions Ordinaires entièrement libérées, d'une valeur nominale de DIX CENTIMES D'EURO (EUR 0,10.-)

chacune et par CENT MILLE (100.000) Actions de Participation entièrement libérées, d'une valeur nominale de DIX CENTIMES D'EURO (EUR 0,10.-) chacune.

2. Aux termes de l'article cinq des statuts, le capital autorisé de la Société a été fixé à DEUX CENT VINGT MILLE EURO (EUR 220.000.-) représenté par une (1) action de Commandité détenue par le Gérant d'une valeur nominale de TRENTE MILLE EURO (EUR 30.000.-), par UN MILLION HUIT CENT MILLE (1.800.000) Actions Ordinaires, d'une valeur nominale de DIX CENTIMES D'EURO (EUR 0,10.-) chacune et par CENT MILLE (100.000) Actions de Participation, d'une valeur nominale de DIX CENTIMES D'EUROS (EUR 0,10.-) chacune. Le Gérant a été autorisé à procéder à la réalisation de cette augmentation de capital, l'article cinq des statuts se trouvant alors modifié de manière à correspondre à l'augmentation de capital intervenue.

3. Le Gérant, en conformité avec les pouvoirs qui lui ont été conférés aux termes de l'article cinq des statuts, a décidé par résolutions du 20 octobre 2011, d'augmenter le capital social de la Société à concurrence de NEUF MILLE EUROS (EUR 9.000.-) et pour le porter de son montant actuel de CENT QUARANTE-NEUF MILLE HUIT CENTS EUROS (EUR 149.800.-) à CENT QUINQUANTE-HUIT MILLE HUIT CENTS EUROS (EUR 158.800.-) par la création de QUATRE-VINGT-DIX MILLE (90.000) actions nouvelles de catégorie "Actions Ordinaires" d'une valeur nominale de DIX CENTIMES D'EUROS (EUR 0,10.-) chacune, donnant les mêmes droits que les actions anciennes, émises avec une prime d'émission totale de HUIT MILLIONS NEUF CENT QUATRE-VINGT-ONZE MILLE EUROS (EUR. 8.991.000.-).

Les QUATRE-VINGT-DIX MILLE (90.000) Actions Ordinaires nouvelles ont été souscrites et libérées intégralement en numéraire par versement à un compte bancaire au nom de la société MANGROVE III S.C.A. SICAR, prédésignée, de sorte que la somme totale de NEUF MILLIONS D'EUROS (EUR 9.000.000) a été mise à la libre disposition de cette dernière, ce dont il a été justifié au notaire instrumentant par la présentation des pièces justificatives de la libération.

Suite à la réalisation de cette augmentation dans les limites du capital autorisé, le deuxième alinéa de l'article cinq des statuts est modifié en conséquence et a désormais la teneur suivante:

«(b) Le capital émis de la Société est fixé à CENT QUINQUANTE-HUIT MILLE HUIT CENTS EUROS (EUR 158.800.-) représenté par UNE (1) action de Commandité entièrement libérée d'une valeur nominale de TRENTE MILLE EUROS (EUR 30.000.-), UN MILLION CENT QUATRE-VINGT-HUIT MILLE (1.188.000) Actions Ordinaires entièrement libérées, d'une valeur nominale de DIX CENTIMES D'EURO (EUR 0,10.-) chacune et par CENT MILLE (100.000) Actions de Participation entièrement libérées, d'une valeur nominale de DIX CENTIMES D'EURO (EUR 0,10.-) chacune.»

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la société et mis à sa charge en raison des présentes, sont évalués sans nul préjudice à la somme de EUR 4.500.-.

A la demande du comparant, le notaire, qui parle et comprend l'anglais, a établi le présent acte en anglais suivi d'une version française. Sur demande du comparant, et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fait foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite à la comparante, celle-ci a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: F. LEFÈVRE et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 23 décembre 2011. Relation: LAC/2011/58069. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR)

Le Receveur (signé): F. SANDT.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 11 janvier 2012.

Référence de publication: 2012007204/134.

(120006835) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 janvier 2012.

Orion Master III Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 62.750,00.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 11-13, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 140.853.

EXTRAIT

En date du 8 décembre 2011, les gérants de la Société ont décidé de transférer le siège social de la Société du 6, Avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg au «Centre Etoile», 11/13 Boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, avec effet au 1^{er} janvier 2012.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Orion Master III Luxembourg S.à r.l.

Référence de publication: 2012007240/14.

(120007001) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 janvier 2012.

Ottavia S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.

R.C.S. Luxembourg B 89.375.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012007242/9.

(120007268) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 janvier 2012.

OT Luxco 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1222 Luxembourg, 2-4, rue Beck.

R.C.S. Luxembourg B 162.931.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 janvier 2012.

Référence de publication: 2012007241/10.

(120007068) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 janvier 2012.

European Directories Midco S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 155.418.

Il résulte de l'Assemblée Générale Extraordinaire tenue au siège social en date du 9 janvier 2012 de la société European Directories Midco S.A. que l'actionnaire a pris les décisions suivantes:

- Nomination des nouveaux Administrateurs A pour une durée de 6 ans à compter du 3 octobre 2011:

Antonius Bouten, demeurant au Mauerkirchestr. 13, 81679 Munich, Allemagne.

Stuart Ross, demeurant au 15 McKay Road, London SW20 0HT, Royaume-Uni.

- Démission d'Administrateur A suivant à compter du 3 octobre 2011:

Peter A. Briggs, demeurant au Randolph Avenue 116, London W9 1PQ, Royaume-Uni.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

European Directories Midco S.A.

Patrick L.C. van Denzen

Administrateur B

Référence de publication: 2012007435/18.

(120007525) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 janvier 2012.

LBNM, Société Anonyme.

Siège social: L-2370 Howald, 1, rue Peternelchen.

R.C.S. Luxembourg B 166.060.

STATUTS

L'an deux mille onze, le huit novembre.

Pardevant Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné;

A COMPARU:

1.- "PROMOBE FINANCE SPF", société anonyme - société de gestion de patrimoine familial avec siège social à L-5865 Alzingen, 37, rue de Roeser, inscrite auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, numéro 37.353, ici représentée par son administrateur-délégué en fonction Monsieur Flavio BECCA, administrateur de sociétés, né à Luxembourg, le 18 juin 1962, demeurant à L-3369 Leudelange, 1, rue des Prés, et

2.- Monsieur Flavio BECCA, administrateur de sociétés, né à Luxembourg, le 18 juin 1962, demeurant à L-3369 Leudelange, 1, rue des Prés,

tous deux ici représentés par Monsieur Max MAYER, employé, demeurant à Junglinster, 3, route de Luxembourg, en vertu d'une procuration lui délivrée, laquelle après avoir été signée «ne varietur», par le mandataire du comparant et le notaire instrumentant restera annexée aux présentes.

Lesquels comparants, agissant comme dit ci-avant, ont requis le notaire instrumentaire d'arrêter les statuts d'une société anonyme à constituer comme suit:

I. Nom, Durée, Objet, Siège social

Art. 1^{er}. Il est formé par le souscripteur et tous ceux qui deviendront propriétaires des actions ci-après créées, une société anonyme, sous la dénomination de "LBNM" (ci-après la "Société").

Art. 2. La durée de la Société est illimitée.

Art. 3. La Société a pour objet toutes prises de participations, sous quelque forme que ce soit, dans d'autres entreprises luxembourgeoises ou étrangères, la gestion ainsi que la mise en valeur de ces participations.

La Société pourra employer ses fonds à la création, à la gestion, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres et valeurs mobilières de toute origine, participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprise, acquérir par voie de participation, d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat, de négociation et de toute autre manière, tous titres et droits et les aliéner par vente, échange ou encore autrement; la Société pourra octroyer aux entreprises auxquelles elle s'intéresse, tous concours, prêts, avances ou garanties.

La Société pourra emprunter avec ou sans garantie ou se porter caution pour d'autres personnes morales et physiques, sous réserve des dispositions légales afférentes.

La Société pourra en outre investir dans l'acquisition, la protection et la gestion d'un portefeuille de brevets et/ou autres droits de propriété intellectuelle de quelque nature ou origine que ce soit.

La Société pourra encore effectuer toutes opérations immobilières, mobilières, commerciales, industrielles et financières, susceptibles de favoriser l'accomplissement ou le développement des activités décrites ci-dessus.

Art. 4. Le siège social est établi dans la commune de Hesperange, (Grand-Duché de Luxembourg).

Par simple décision du conseil d'administration, la Société pourra établir des filiales, succursales, agences ou sièges administratifs aussi bien dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Le siège social pourra être transféré dans toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg par décision de l'assemblée des actionnaires.

II. Capital social - Actions

Art. 5. Le capital social est fixé à trente et un mille euros (31.000,- EUR), représenté par mille (1.000) actions d'une valeur nominale de trente et un euros (31,- EUR) chacune.

Le capital social peut être augmenté ou réduit par décision de l'assemblée générale des actionnaires statuant comme en matière de modification des statuts. La Société peut, aux conditions et aux termes prévus par la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée (la "Loi"), racheter ses propres actions.

Art. 6. Les actions de la Société sont nominatives ou au porteur ou pour partie nominatives et pour partie au porteur au choix des actionnaires, sauf dispositions contraires de la loi.

Il est tenu au siège social un registre des actions nominatives, dont tout actionnaire pourra prendre connaissance, et qui contiendra les indications prévues à l'article 39 de la Loi. La propriété des actions nominatives s'établit par une inscription sur ledit registre. Des certificats constatant ces inscriptions au registre seront délivrés, signés par deux administrateurs ou, si la Société ne comporte qu'un seul administrateur, par celui-ci.

L'action au porteur est signée par deux administrateurs ou, si la Société ne comporte qu'un seul administrateur, par celui-ci. La signature peut être soit manuscrite, soit imprimée, soit apposée au moyen d'une griffe.

Toutefois l'une des signatures peut être apposée par une personne déléguée à cet effet par le conseil d'administration. En ce cas, elle doit être manuscrite. Une copie certifiée conforme de l'acte conférant délégation à une personne ne faisant pas partie du conseil d'administration, sera déposée préalablement conformément à l'article 9, §§ 1 et 2 de la Loi.

La Société ne reconnaît qu'un propriétaire par action; si la propriété de l'action est indivise, démembrée ou litigieuse, les personnes invoquant un droit sur l'action devront désigner un mandataire unique pour présenter l'action à l'égard de la Société. La Société aura le droit de suspendre l'exercice de tous les droits y attachés jusqu'à ce qu'une seule personne ait été désignée comme étant à son égard propriétaire.

III. Assemblées générales des actionnaires Décisions de l'actionnaire unique

Art. 7. L'assemblée des actionnaires de la Société régulièrement constituée représentera tous les actionnaires de la Société. Elle aura les pouvoirs les plus larges pour ordonner, faire ou ratifier tous les actes relatifs aux opérations de la Société. Lorsque la Société compte un actionnaire unique, il exerce les pouvoirs dévolus à l'assemblée générale.

L'assemblée générale est convoquée par le conseil d'administration. Elle peut l'être également sur demande d'actionnaires représentant un dixième au moins du capital social.

Art. 8. L'assemblée générale annuelle des actionnaires se tiendra le 1^{er} mardi du mois d'avril à 11.00 heures au siège social de la Société ou à tout autre endroit qui sera fixé dans l'avis de convocation.

Si ce jour est un jour férié légal, l'assemblée générale annuelle se tiendra le premier jour ouvrable qui suit.

D'autres assemblées des actionnaires pourront se tenir aux heures et lieux spécifiés dans les avis de convocation.

Les quorum et délais requis par la Loi régleront les avis de convocation et la conduite des assemblées des actionnaires de la Société, dans la mesure où il n'est pas autrement disposé dans les présents statuts.

Toute action donne droit à une voix. Tout actionnaire pourra prendre part aux assemblées des actionnaires en désignant par écrit, par câble, télégramme ou télécopie une autre personne comme son mandataire.

Dans la mesure où il n'en est pas autrement disposé par la Loi ou les présents statuts, les décisions d'une assemblée des actionnaires dûment convoquée sont prises à la majorité simple des votes des actionnaires présents ou représentés.

Le conseil d'administration peut déterminer toutes autres conditions à remplir par les actionnaires pour prendre part à toute assemblée des actionnaires.

Si tous les actionnaires sont présents ou représentés lors d'une assemblée des actionnaires, et s'ils déclarent connaître l'ordre du jour, l'assemblée pourra se tenir sans avis de convocation préalables.

Les décisions prises lors de l'assemblée sont consignées dans un procès-verbal signé par les membres du bureau et par les actionnaires qui le demandent. Si la Société compte un actionnaire unique, ses décisions sont également écrites dans un procès verbal.

Tout actionnaire peut participer à une réunion de l'assemblée générale par visioconférence ou par des moyens de télécommunication permettant leur identification. Ces moyens doivent satisfaire à des caractéristiques techniques garantissant la participation effective à l'assemblée, dont les délibérations sont retransmises de façon continue. La participation à une réunion par ces moyens équivaut à une présence en personne à une telle réunion.

IV. Conseil d'administration

Art. 9. La Société sera administrée par un conseil d'administration composé de trois membres au moins, qui n'ont pas besoin d'être actionnaires de la Société. Toutefois, lorsque la Société est constituée par un actionnaire unique ou que, à une assemblée générale des actionnaires, il est constaté que celle-ci n'a plus qu'un actionnaire unique, la composition du conseil d'administration peut être limitée à un (1) membre jusqu'à l'assemblée générale ordinaire suivant la constatation de l'existence de plus d'un actionnaire.

Les administrateurs seront élus par l'assemblée générale des actionnaires qui fixe leur nombre, leurs émoluments et la durée de leur mandat. Les administrateurs sont élus pour un terme qui n'excédera pas six (6) ans, jusqu'à ce que leurs successeurs soient élus.

Les administrateurs seront élus à la majorité des votes des actionnaires présents ou représentés.

Tout administrateur pourra être révoqué avec ou sans motif à tout moment par décision de l'assemblée générale des actionnaires.

Au cas où le poste d'un administrateur devient vacant à la suite de décès, de démission ou autrement, cette vacance peut être temporairement comblée jusqu'à la prochaine assemblée générale, aux conditions prévues par la Loi.

Art. 10. Le conseil d'administration devra choisir en son sein un président et pourra également choisir parmi ses membres un vice-président. Il pourra également choisir un secrétaire qui n'a pas besoin d'être administrateur et qui sera en charge de la tenue des procès-verbaux des réunions du conseil d'administration et des assemblées générales des actionnaires.

Le conseil d'administration se réunira sur la convocation du président ou de deux administrateurs, au lieu indiqué dans l'avis de convocation.

Le président présidera toutes les assemblées générales des actionnaires et les réunions du conseil d'administration; en son absence l'assemblée générale ou le conseil d'administration pourra désigner à la majorité des personnes présentes à cette assemblée ou réunion un autre administrateur pour assumer la présidence pro tempore de ces assemblées ou réunions.

Avis écrit de toute réunion du conseil d'administration sera donné à tous les administrateurs au moins vingt-quatre heures avant la date prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence, auquel cas la nature et les motifs de cette urgence seront mentionnés dans l'avis de convocation. Il pourra être passé outre à cette convocation à la suite de l'assentiment de chaque administrateur par écrit ou par câble, télégramme, télécopie ou tout autre moyen de communication similaire. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour une réunion du conseil d'administration se tenant à une heure et un endroit déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le conseil d'administration.

Tout administrateur pourra se faire représenter à toute réunion du conseil d'administration en désignant par écrit ou par câble, télégramme ou télécopie un autre administrateur comme son mandataire.

Un administrateur peut représenter plusieurs de ses collègues.

Tout administrateur peut participer à une réunion du conseil d'administration par visioconférence ou par des moyens de télécommunication permettant son identification. Ces moyens doivent satisfaire à des caractéristiques techniques garantissant une participation effective à la réunion du conseil dont les délibérations sont retransmises de façon continue. La participation à une réunion par ces moyens équivaut à une présence en personne à une telle réunion. La réunion tenue par de tels moyens de communication à distance est réputée se tenir au siège de la Société.

Le conseil d'administration ne pourra délibérer ou agir valablement que si la moitié au moins des administrateurs est présente ou représentée à la réunion du conseil d'administration.

Les décisions sont prises à la majorité des voix des administrateurs présents ou représentés à cette réunion. En cas de partage des voix, le président du conseil d'administration aura une voix prépondérante.

Le conseil d'administration pourra, à l'unanimité, prendre des résolutions par voie circulaire en exprimant son approbation au moyen d'un ou de plusieurs écrits, par courrier ou par courrier électronique ou par télécopie ou par tout autre moyen de communication similaire, à confirmer le cas échéant par courrier, le tout ensemble constituant le procès-verbal faisant preuve de la décision intervenue.

Art. 11. Les procès-verbaux de toutes les réunions du conseil d'administration seront signés par le président ou, en son absence, par le vice-président, ou par deux administrateurs. Les copies ou extraits des procès-verbaux destinés à servir en justice ou ailleurs seront signés par le président ou par deux administrateurs. Lorsque le conseil d'administration est composé d'un seul membre, ce dernier signera.

Art. 12. Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus larges de passer tous actes d'administration et de disposition dans l'intérêt de la Société.

Tous pouvoirs que la Loi ou les présents statuts ne réservent pas expressément à l'assemblée générale des actionnaires sont de la compétence du conseil d'administration.

Lorsque la Société compte un seul administrateur, il exerce les pouvoirs dévolus au conseil d'administration.

La gestion journalière de la Société ainsi que la représentation de la Société en ce qui concerne cette gestion pourront, conformément à l'article 60 de la Loi, être déléguées à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants et autres agents, associés ou non, agissant seuls ou conjointement. Leur nomination, leur révocation et leurs attributions seront réglées par une décision du conseil d'administration. La délégation à un membre du conseil d'administration impose au conseil l'obligation de rendre annuellement compte à l'assemblée générale ordinaire des traitements, émoluments et avantages quelconques alloués au délégué.

La Société peut également conférer tous mandats spéciaux par procuration authentique ou sous seing privé.

Art. 13. La Société sera engagée en toutes circonstances et pour toutes opérations par la signature collective de deux (2) administrateurs ou par la seule signature de l'administrateur-délégué.

Lorsque le conseil d'administration est composé d'un (1) seul membre, la Société sera engagée par sa seule signature.

V. Surveillance de la société

Art. 14. Les opérations de la Société seront surveillées par un (1) ou plusieurs commissaires aux comptes qui n'ont pas besoin d'être actionnaire.

L'assemblée générale des actionnaires désignera les commissaires aux comptes et déterminera leur nombre, leurs rémunérations et la durée de leurs fonctions qui ne pourra excéder six (6) années.

VI. Exercice social - Bilan

Art. 15. L'exercice social commencera le premier janvier de chaque année et se terminera le trente et un décembre de la même année.

Art. 16. Sur le bénéfice annuel net de la Société il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la formation du fonds de réserve légale; ce prélèvement cessera d'être obligatoire lorsque et tant que la réserve aura atteint dix pour cent (10%) du capital social, tel que prévu à l'article 5 de ces statuts, ou tel qu'augmenté ou réduit en vertu de ce même article 5.

L'assemblée générale des actionnaires déterminera, sur proposition du conseil d'administration, de quelle façon il sera disposé du solde du bénéfice annuel net. Des acomptes sur dividendes pourront être versés en conformité avec les conditions prévues par la Loi.

VII. Liquidation

Art. 17. En cas de dissolution de la Société, il sera procédé à la liquidation par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs (qui peuvent être des personnes physiques ou morales) nommés par l'assemblée générale des actionnaires qui déterminera leurs pouvoirs et leurs rémunérations.

VIII. Modification des statuts

Art. 18. Les présents statuts pourront être modifiés par une assemblée générale des actionnaires statuant aux conditions de quorum et de majorité prévues par l'article 67-1 de la Loi.

IX. Dispositions finales - Loi applicable

Art. 19. Pour toutes les matières qui ne sont pas régies par les présents statuts, les parties se réfèrent aux dispositions de la Loi.

Dispositions transitoires

- 1.- Le premier exercice social commence le jour de la constitution et se termine le 31 décembre 2012.
- 2.- La première assemblée générale ordinaire annuelle se tiendra en 2013
- 3.- Exceptionnellement, le premier président du conseil d'administration et l'administrateur-délégué peuvent être nommé par la première assemblée générale des actionnaires.

Souscription et Libération

Les statuts ayant ainsi été arrêtés, toutes les actions ont été souscrites par les actionnaires comme suit:

1.- "PROMOBE FINANCE SPF, préqualifiée, neuf cent quatre-vingt- dix actions.	990
2.- Monsieur Flavio BECCA, préqualifié, dix actions	10
Total: mille actions	1.000

Toutes ces actions ont été libérées intégralement en numéraire, de sorte que la somme de trente et un mille euros (31.000,- EUR) se trouve dès-à-présent à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentant, qui le constate expressément.

Déclaration

Le notaire instrumentaire déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26 de la loi de 1915, telle que modifiée, et en confirme expressément l'accomplissement.

Assemblée générale extraordinaire

Et à l'instant la comparante prédésignée, représentant l'intégralité du capital social, s'est constituée en assemblée générale extraordinaire à laquelle elle se reconnaît dûment convoquée, et après avoir constaté que celle-ci était régulièrement constituée elle a pris les résolutions suivantes:

- 1.- Le nombre des administrateurs est fixé à trois (3) et celui des commissaires aux comptes à un (1).
- 2.- Les personnes suivantes sont nommées d'administrateurs:
 - a) Monsieur Flavio BECCA, administrateur de sociétés, né à Luxembourg, le 18 juin 1962, demeurant à L-3369 Leudelange, 1, rue des Prés;
 - b) Monsieur Marc STREIBEL, administrateur de sociétés, né à Rocourt (B), le 8 novembre 1964 demeurant professionnellement à L-5865 Alzingen, 37, rue de Roeser
 - c) Monsieur Daniel GILLARD, administrateur de sociétés, né à Malmédy (B), le 15 décembre 1961 demeurant professionnellement à L-5865 Alzingen, 37, rue de Roeser.
- 3.- La société anonyme "INTERAUDIT", avec siège social à L-1511 Luxembourg, 119, Avenue de la Faïencerie, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 29501, est nommée commissaire aux comptes de la Société.
- 4.- L'adresse du siège social est établie à L-2370 Howald, 1, rue Peternelchen.
- 5.- Les mandats des administrateurs et du commissaire aux comptes expireront à l'assemblée générale ordinaire de l'année 2016.
- 6.- Faisant usage de la faculté offerte par le point 3) des dispositions transitoires, l'assemblée nomme Monsieur Flavio BECCA, préqualifié, comme
 - président du conseil d'administration et
 - administrateur délégué avec faculté de représenter la société par sa seule signature.

Frais

Le montant total des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société, ou qui sont mis à sa charge à raison du présent acte, est évalué approximativement à mille cent cinquante euros.

DONT ACTE, le présent acte a été passé à Junglinster, à la date indiquée en tête des présentes.

Après lecture du présent acte au mandataire des comparants, agissant comme dit ci-avant, connu du notaire par nom, prénom, état civil et domicile, ladite personne a signé ensemble avec Nous notaire le présent acte.

Signé: Max MAYER, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher, le 15 novembre 2011. Relation GRE/2011/4056. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Junglinster, le 18 novembre 2011.

Référence de publication: 2012007176/232.

(120007112) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 janvier 2012.

P.W.L. Participations S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1323 Luxembourg, 38, rue des Champs.

R.C.S. Luxembourg B 39.377.

Les comptes annuels au 30 novembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2012007244/10.

(120007507) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 janvier 2012.

Parkridge (Multi Park) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

R.C.S. Luxembourg B 121.766.

La société FINIMMO WEALTH MANAGEMENT SA., avec siège social au 370, Route de Longwy, L – 1940 Luxembourg, a dénoncé avec effet immédiat le contrat de domiciliation conclu avec la société PARKRIDGE (MULTI PARK) S.à r.l. (R.C.S. Luxembourg B 121 766).

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Le 11 Janvier 2012.

Finimmo Wealth Management SA

Signature

Référence de publication: 2012007245/13.

(120007098) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 janvier 2012.

Quadrifoglio S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 85.763.

CLÔTURE DE LIQUIDATION

Extrait

Il résulte de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires tenue en date du 21 novembre 2011, que les actionnaires prononcent la clôture de la liquidation volontaire et déclarent que la société anonyme Quadrifoglio S.A. ayant son siège social au 15, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, a définitivement cessé d'exister.

Les livres et documents sociaux resteront déposés et conservés pendant cinq ans à l'ancien siège social de la Société.

Pour extrait conforme,

Luxembourg, le 11 janvier 2012.

Référence de publication: 2012007298/15.

(120007244) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 janvier 2012.

Alceda Fund Management S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1736 Senningerberg, 5, Heienhaff.

R.C.S. Luxembourg B 123.356.

Dans l'acte numéro 1585, constatant l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme «ALCEDA FUND MANAGEMENT SA» et acte par Nous, Maître Pierre Probst, notaire de résidence à Ettelbruck, le 15 décembre 2011, déposé au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous la référence L120000543 le 2 janvier 2012, il y a lieu de lire dans la quatrième résolution, paragraphe 2, comme suit:

« **Art. 9.** Die laufende Geschäftsführung der Gesellschaft sowie die diesbezügliche Vertretung Dritten gegenüber werden unter den Bedingungen von Artikel 102 Absatz 1 (c) des Gesetzes vom 17. Dezember 2010 an die in Artikel 60 des Gesetzes von 1915 aufgeführten Personen übertragen.»

Enregistré à Diekirch, le 09 janvier 2012. Relation: DIE/2012/233. Reçu douze euros 12,00€.

Le Releveur.

Fait à Ettelbruck, le 4 janvier 2012.

Pierre PROBST.

Référence de publication: 2012007424/17.

(120007167) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 janvier 2012.

The Jupiter Global Fund, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1160 Luxembourg, 16, boulevard d'Avranches.

R.C.S. Luxembourg B 110.737.

In the year two thousand and eleven, on the fourteenth day of November.

Before Us Maître Henri Hellinckx, notary, residing in Luxembourg.

Was held an extraordinary general meeting of the shareholders (hereafter referred to as the "Meeting") of THE JUPITER GLOBAL FUND (hereafter referred to as the "Company"), a société anonyme having its registered office at 16, Boulevard d'Avranches, L-2014 Luxembourg, incorporated pursuant to a notarial deed of Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, on 22 September 2005, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the "Mémorial") under number 1021 of 11 October 2005.

The Meeting was opened with Ms Maryse Duffin, employee, residing professionally in Luxembourg, as chairman of the Meeting.

The chairman appointed as secretary Ms Géraldine Astgen, employee, residing professionally in Luxembourg.

The Meeting elected as scrutineer Ms Carla Portillo, employee, residing professionally in Luxembourg.

The bureau of the Meeting (hereafter referred to as the "Bureau") having thus been constituted, the chairman declared and requested the notary to state:

I.- That the agenda of the Meeting is the following:

Agenda

Full restatement of the articles of incorporation of the Company (the "Articles") in order to

(i) include the provisions set forth in the new Luxembourg law of 17 December 2010 on undertakings for collective investment implementing Directive 2009/65/EC (also known as UCITS IV Directive) into Luxembourg law (the "Law") and especially update the provisions regarding the set-up of master-feeder sub-funds within the Company, to replace the references to the relevant articles under the Law, to allow cross sub-funds investments and update the provisions relating to mergers of sub-funds or of the Company and to provide for the possibility to fix a record date by reference to which attendance rights, quorum and majority requirements for shareholders' meetings will be measured;

(ii) amend the corporate object of the Company in order to refer to the Law so as to read as follows:

" **Art. 3.** The exclusive object of the Corporation is to place the funds available to it in transferable securities and in other permitted liquid financial assets as referred to in the law of 17 December 2010 on undertakings for collective investment, as may be amended from time to time (the "Law") with the purpose of spreading investment risks and affording its shareholders the results of the management of its portfolio.

The Corporation may take any measures and carry out any operation which it may deem useful in the accomplishment and development of its purpose to the full extent permitted by the Law."

(iii) authorise the board of directors to transfer the registered office of the Company within any other municipality in the Grand Duchy of Luxembourg, to allow the convening of the annual general meeting of shareholders at another date, time and place as set forth in the Articles, to allow a shareholder to participate at any meeting of shareholders by videoconference or any other means of telecommunication allowing to identify such shareholder and to allow a director to participate at any meeting of the board of directors by videoconference or telephone conference or any other means of telecommunication permitting his identification;

(iv) authorise the board of directors to delegate its powers to conduct the daily management and affairs of the Company and its powers to carry out acts in furtherance of the corporate policy and purpose, to officers of the Company, other physical persons or corporate entities;

(v) include any OECD member state, Brazil and Singapore, Russia and Indonesia to the list of countries acceptable to the Commission de Surveillance du Secteur Financier which issue or guarantee transferable securities and money market instruments in which the Company may invest up to 100% of the total net assets of each subfund;

(vi) authorise the board of directors of the Company to satisfy redemption requests in whole or in part in kind;

(vii) amend the list of situations where the net asset value of shares may be suspended; and

(viii) make some minor updates to the Articles.

II.- That a first extraordinary general meeting of the Company was held on 10 October 2011 to deliberate on the same agenda as hereinbefore reproduced. Only sixteen million two hundred and seventy-one thousand seven hundred and seventyseven (16,271,777) shares out of the one hundred and two million two hundred and forty-six thousand two hundred and seventy-two (102,246,272) shares of no par value outstanding on 10 October 2011 being represented at

the said meeting, this meeting was not regularly constituted and could not validly deliberate on the sole item of the agenda for lack of quorum. It was thus decided to reconvene on this day.

III.- The present Meeting has been duly convened by notices containing the agenda of the Meeting published in the Mémorial number 2430 of 11 October 2011 and number 2607 of 27 October 2011, in the Tageblatt of 11 October 2011 and 27 October 2011 and in the Luxemburger Wort of 11 October 2011 and 27 October 2011.

The related copies of the said publications are deposited on the desk of the Bureau of the Meeting.

IV.- The shareholders present or represented, the proxies of the represented shareholders and the number of their shares are shown on an attendance list; this attendance list signed by the shareholders present, the proxies of the represented shareholders and by the Bureau will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

V.- It appears from the attendance list that, out of the 109,564,619.32 shares in issue, 16,278,279.5370 shares are present or represented at the Meeting. Pursuant to article 67-1(2) of the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended, the Meeting is regularly constituted and may validly deliberate and decide upon the sole item of the agenda of the Meeting, whatsoever the represented part of capital.

VI.- As a result of the foregoing, the present Meeting is regularly constituted and may validly decide on the sole item of the agenda.

After deliberation, the Meeting, by 16,275,216 votes for, 0 vote against and 3,050 abstentions, takes the following resolution:

Sole resolution

The Meeting resolves the full restatement of the Articles. The Articles shall therefore read as follows:

" **Art. 1.** There exists among the subscribers and all those who may become holders of shares, a corporation in the form of a "société anonyme" qualifying as a "société d'investissement à capital variable" under the name of "THE JUPITER GLOBAL FUND" (the "Corporation").

Art. 2. The Corporation is established for an unlimited period. The Corporation may be dissolved at any moment by a resolution of the shareholders (the "Shareholders") adopted in the manner required for amendment of these articles of incorporation (the "Articles of Incorporation"), as prescribed in Article 30 hereof.

Art. 3. The exclusive object of the Corporation is to place the funds available to it in transferable securities and in other permitted liquid financial assets as referred to in the law of 17 December 2010 on undertakings for collective investment, as may be amended from time to time (the "Law") with the purpose of spreading investment risks and affording its shareholders the results of the management of its portfolio.

The Corporation may take any measures and carry out any operation which it may deem useful in the accomplishment and development of its purpose to the full extent permitted by the Law.

Art. 4. The registered office of the Corporation is established in Luxembourg City, in the Grand-Duchy of Luxembourg. Wholly owned subsidiaries, branches or other offices may be established either in Luxembourg or abroad by resolution of the board of directors of the Corporation (together referred to as the "Board of Directors" or the "Directors" and individually referred to as a "Director").

If permitted by and under the conditions set forth in Luxembourg laws and regulations, the Board of Directors may transfer the registered office of the Corporation to any other municipality in the Grand Duchy of Luxembourg.

In the event that the Board of Directors determines that extraordinary political, economic or social developments have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Corporation at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Corporation which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg corporation.

Art. 5. The capital of the Corporation shall be represented by shares (the "Shares") of no par value and shall at any time be equal to the value of the net assets of the Corporation as defined in Article 23 hereof.

The minimum capital of the Corporation shall not be less than the minimum amount prescribed by the Law.

The Board of Directors is authorised without limitation to issue further fully paid Shares at any time pursuant to Article 24 hereof without reserving to the existing Shareholders a preferential right to subscription of the Shares to be issued.

The Board of Directors may delegate to any duly authorised Director or officer of the Corporation or to any other duly authorised person, the duty of accepting subscriptions for delivering and receiving payment for such new Shares.

Such Shares may, as the Board of Directors shall determine, be of different classes and the proceeds of the issue of each class of shares ("Class of Shares" or "Class") shall be invested pursuant to Article 3 hereof in securities, money market instruments or other assets corresponding to such geographical areas, industrial sectors or monetary zones, or to such specific types of securities, as the Board of Directors shall from time to time determine in respect of each Class of Shares.

For the avoidance of doubt, the references to "Class of Shares" in the preceding paragraph are to be understood as references to "sub-funds" or "compartments" within the meaning of article 181 of the Law.

The Board of Directors may further decide to create within each Class of Shares two or more sub-classes whose assets will be commonly invested pursuant to the specific investment policy of the Class concerned but where a specific sales and redemption charge structure or hedging policy, or other distinctive feature, is applied to each sub-class.

For the purpose of determining the capital of the Corporation, the net assets attributable to each Class shall, if not expressed in Euro, be converted into Euro and the capital shall be the total of the net assets of all the Classes.

For the purpose of these Articles of Incorporation, any reference hereinafter to a "Class of Shares" shall also mean a reference to "sub-class of shares" unless the context otherwise requires.

The Board of Directors may decide to liquidate one Class of Shares if the net assets of such Class fall below Euro 10,000,000.-or if a change in the economic or political situation relating to the Class concerned would justify such liquidation or if, for financial and commercial reasons, the Board of Directors considers it in the general best interests of the Shareholders to liquidate the relevant Class of Shares. The decision of the liquidation will be published by the Corporation prior to the effective date of the liquidation and the publication will indicate the reasons for, and the procedures of, the liquidation operations. Unless the Board of Directors otherwise decides in the interests of, or to keep equal treatment between, the Shareholders, the Shareholders of the Class concerned may continue to request redemption or conversion of their Shares. Assets which could not be distributed to their beneficiaries upon the close of the liquidation of the Class concerned will be deposited with the Caisse de Consignation on behalf of their beneficiaries.

As a general rule, the liquidation shall be closed within a period of nine (9) months from the date of liquidation. However, and subject to regulatory approval, this period of liquidation may be extended. Any outstanding amount of the liquidation income that shall not have been distributed before such closure will be deposited with the Caisse de Consignation and held at the disposal of the rightful Shareholders until the end of the period of limitation (prescription).

The Board of Directors may decide to allocate the assets of any Class to those of another existing Class within the Corporation (the "new Class") and to redesignate the shares of the sub-class or sub-classes concerned as shares of the new Class (following a split or consolidation, if necessary, and the payment of the amount corresponding to any fractional entitlement to Shareholders). The Board of Directors may also decide to allocate the assets of any Class to another undertaking for collective investment organised under the provisions of Part I of the Law or under the legislation of a Member State of the European Union, or of the European Economic Area, implementing Directive 2009/65/EC or to a compartment within such other undertaking for collective investment.

The mergers will be undertaken within the framework of the Law.

Any merger of a Class shall be decided by the Board of Directors unless the Board of Directors decides to submit the decision for a merger to a meeting of shareholders of the Class concerned. No quorum is required for such a meeting and decisions are taken by a simple majority of the votes cast. In case of a merger of a Class where, as a result, the Corporation ceases to exist, the merger shall be decided by a meeting of Shareholders resolving in accordance with the quorum and majority requirements for changing these Articles of Incorporation as further provided under Article 29 hereof.

The Board of Directors may also decide to consolidate or split sub-classes of Shares in any type of Shares or split or consolidate different types of Shares within a Class. Such decision will be published in the same manner as described in the paragraph on the liquidation of a Class hereabove and in accordance with applicable laws and regulations.

Under the same circumstances as provided in the paragraph on the liquidation of a Class hereabove, the Board of Directors may decide the reorganisation of a Class, by means of a division into two or more Classes. Such decision will be published in accordance with applicable laws and regulations. Such publication will normally be made one month before the date on which the reorganisation becomes effective in order to enable the Shareholders to request redemption of their Shares, free of charge, before the operation involving division into two or more Classes becomes effective.

Art. 6. Shares will be registered or to the bearer at the discretion of the Board of Directors.

In the case of registered Shares, unless a Shareholder elects to obtain Share certificates, he will receive instead a confirmation of his shareholding. If a registered Shareholder desires that more than one Share certificate or confirmation be issued for his Shares, the cost of such additional certificates may be charged to such Shareholder.

In respect of bearer Shares, certificates will be issued in such denominations as the Board of Directors shall decide. If a bearer Shareholder requests the exchange of his certificates for certificates in other denominations, he will be charged the cost of such exchange. Bearer Share certificates shall be signed by two Directors. Both such signatures may be either manual, or printed, or by facsimile. However, one of such signatures may be by a person delegated to this effect by the Board of Directors. In such latter case, it shall be manual.

The Corporation may decide for book shares to be issued only in the form of a global Share certificate or in any other form as the Board of Directors may from time to time determine.

Shares may be issued only upon acceptance of the subscription and subject to receipt of the purchase price as set forth in Article 24 hereof. The subscriber will, without undue delay, upon acceptance of the subscription and receipt of the purchase price, receive title to the Shares purchased by him and obtain delivery of definitive Share certificates in bearer or registered form or confirmation of his shareholding.

Payments of dividends will be made to Shareholders, in respect of registered Shares, at their addresses in the register of Shareholders and, in respect of bearer Shares, upon presentation of the relevant dividend coupons.

All issued Shares of the Corporation other than bearer Shares shall be inscribed in the register of Shareholders, which shall be kept by the Corporation or by one or more persons designated therefor by the Corporation and such register shall contain the name of each holder of inscribed Shares, his residence or elected domicile, the number of Shares held by him and the amount paid in on each such Share. Every transfer of a Share shall be entered in the register of Shareholders.

Transfer of bearer Shares shall be effected by delivery of the relevant bearer Share certificates. Transfer of registered Shares shall be effected (a) if Share certificates have been issued, upon delivering the certificate or certificates representing such Shares to the Corporation along with other instruments of transfer satisfactory to the Corporation, and (b), if no Share certificates have been issued, by written declaration of transfer to be inscribed in the register of Shareholders, dated and signed by the transferor and transferee, or by persons holding suitable powers of attorney to act therefor. Every registered Shareholder must provide the Corporation with an address to which all notices and announcements from the Corporation may be sent. Such address will also be entered in the register of Shareholders.

In the event that such Shareholder does not provide such address or notices and announcements are referred as undeliverable to such address, the Corporation may permit a notice to this effect to be entered in the register of Shareholders and the Shareholder's address will be deemed to be at the registered office of the Corporation, or such other address as may be so entered by the Corporation from time to time, until another address shall be provided to the Corporation by such Shareholder. The Shareholder may, at any time, change his address as entered in the register of Shareholders by means of a written notification to the Corporation at its registered office, or at such other address as may be set by the Corporation from time to time.

Art. 7. Subject to the provisions of Luxembourg law regarding misplaced or destroyed bearer Shares, if any Shareholder can prove to the satisfaction of the Corporation that his Share certificate has been mislaid or destroyed, then, at his request, a duplicate Share certificate may be issued under such conditions and guarantees, including a bond delivered by an insurance company but without restriction thereto, as the Corporation may determine. At the issuance of the new Share certificate, on which it shall be recorded that it is a duplicate, the original Share certificate in place of which the new one has been issued shall become void.

Mutilated Share certificates may be exchanged for new ones by order of the Corporation. The mutilated certificates shall be delivered to the Corporation and shall be annulled immediately. The Corporation may, at its election, charge the Shareholder for the costs of a duplicate or of a new Share certificate and all reasonable expenses undergone by the Corporation in connection with the issuance and registration thereof, or in connection with the annulment of the old Share certificate.

Art. 8. The Corporation may restrict or prevent the ownership of Shares in the Corporation by any person, firm or corporate body if the holding of Shares by such person results in a breach of law or regulations whether Luxembourg or foreign or if such holding may be detrimental to the Corporation or the majority of its Shareholders. More specifically, the Corporation shall have power to impose such restrictions as it may think necessary for the purpose of ensuring that no Shares in the Corporation are acquired or held directly or beneficially by any person or persons in circumstances which, (whether directly or indirectly affecting such person or persons and whether taken alone or in conjunction with any other person or persons connected or not, or any other circumstances appearing to the Board of Directors to be relevant) in the opinion of the Board of Directors might result in the Corporation incurring any liability to taxation or suffering any other pecuniary disadvantages which the Corporation might not otherwise have incurred or suffered or might result in the Corporation being required to register under the Investment Company Act of 1940, as amended, of the United States of America (each person, firm or corporate body referred to hereunder being a "Prohibited Person"). This shall also include any "U.S. Person" as defined hereafter).

For such purpose the Corporation may:

a) decline to issue any Share and decline to register any transfer of a Share, where it appears to it that such registration or transfer would or might result in beneficial ownership of such share by a Prohibited Person,

b) at any time require any person whose name is entered in, or any person seeking to register the transfer of Shares on, the register of Shareholders to furnish it with any information, supported by affidavit, which it may consider necessary for the purpose of determining whether or not beneficial ownership of such Shareholder's Shares rests or will rest in a Prohibited Person and

c) where it appears to the Corporation that any Prohibited Person either alone or in conjunction with any other person is a beneficial owner of Shares, compulsorily purchase from any such Shareholder all Shares held by such Shareholder in the following manner:

1) The Corporation shall, or procure any duly authorised agent to, serve a notice (hereinafter called the "purchase notice") upon the Shareholder bearing such Shares or appearing in the register of Shareholders as the owner of the Shares to be purchased, specifying the Shares to be purchased as aforesaid, the price to be paid for such Shares, and the place at which the purchase price in respect of such Shares is payable. Any such notice may be served upon such Shareholder by posting the same in a prepaid registered envelope addressed to such Shareholder at his last address known to or appearing in the books of the Corporation. The said Shareholder shall thereupon forthwith be obliged to deliver to the

Corporation the Share certificate or certificates, if any, representing the Shares specified in the purchase notice. Immediately after the close of business on the date specified in the purchase notice, such Shareholder shall cease to be the owner of the Shares specified in such notice and, in the case of registered Shares, his name shall be removed from the registration of such Shares in the register of Shareholders, and in the case of bearer Shares, the certificate or certificates representing such Shares shall be cancelled on the books of the Corporation; provided, however, that the Shares represented by such inscribed or bearer certificates shall remain in existence.

2) The price at which the Shares specified in any purchase notice shall be purchased (herein called "the purchase price") shall be an amount equal to the per Share net asset value of Shares in the Corporation less any applicable redemption charges.

3) Payment of the purchase price will be made to the owner of such Shares in Euro, except during periods of Euro exchange restrictions, and will be deposited by the Corporation with a bank in Luxembourg or elsewhere (as specified in the purchase notice) for payment to such owner upon surrender of the Share certificate or certificates, if any, representing the Shares specified in such notice upon deposit of such price as aforesaid no person interested in the Shares specified in such purchase notice shall have any further interest in such Shares or any of them, or any claim against the Corporation on its assets in respect thereof, except the right of the Shareholder appearing as the owner thereof to receive the price so deposited (without interest) from such bank upon effective surrender of the Share certificate or certificates (if issued) as aforesaid.

4) The exercise by the Corporation of the powers conferred by this Article shall not be questioned or invalidated in any case, on the ground that there was insufficient evidence of ownership of Shares by any person or that the true ownership of any Shares was otherwise than appeared to the Corporation at the date of any purchase notice, provided that in such case the said powers were exercised by the Corporation in good faith; and

d) decline to accept the vote of any Prohibited Person at any meeting of Shareholders of the Corporation.

Whenever used in these Articles, the term "U.S. person" shall have the same meaning as in Regulation S, as amended from time to time, of the United States Securities Act of 1933, as amended ("the 1933 Act") or as in any other Regulation or act which shall come into force within the United States of America and which shall in the future replace Regulation S or the 1933 Act. The Board of Directors shall define the word "U.S. person" on the basis of these provisions and publicise this definition in the sales documents of the Corporation.

In addition to the foregoing, the Corporation may restrict the issue and transfer of Shares of a Class or sub-class to institutional investors within the meaning of Article 174 of the Law ("Institutional Investor(s)"). The Corporation may, at its discretion, delay the acceptance of any subscription application for Shares of a Class or sub-class reserved for Institutional Investors until such time as the Corporation has received sufficient evidence that the applicant qualifies as an Institutional Investor. If it appears at any time that a holder of Shares of a Class or sub-class reserved to Institutional Investors is not an Institutional Investor, the Corporation will convert the relevant Shares into Shares of a Class or sub-class which is not restricted to Institutional Investors (provided that there exists such a Class or sub-class with similar characteristics) or compulsorily redeem the relevant Shares in accordance with the provisions set forth above in this Article. The Corporation will refuse to give effect to any transfer of Shares and consequently refuse for any transfer of Shares to be entered into the register of Shareholders in circumstances where such transfer would result in a situation where Shares of a Class or sub-class restricted to Institutional Investors would, upon such transfer, be held by a person not qualifying as an Institutional Investor.

In addition to any liability under applicable law, each Shareholder who does not qualify as an Institutional Investor, and who holds Shares in a Class or sub-class restricted to Institutional Investors, shall hold harmless and indemnify the Corporation, the Board of Directors, the other Shareholders of the relevant Class or sub-class and the Corporation's agents for any damages, losses and expenses resulting from or connected to such holding in circumstances where the relevant Shareholder had furnished misleading or untrue documentation or had made misleading or untrue representations to wrongfully establish its status as an Institutional Investor or has failed to notify the Corporation of its loss of such status.

Art. 9. Any regularly constituted meeting of the Shareholders of the Corporation shall represent the entire body of Shareholders of the Corporation. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Corporation.

Art. 10. The annual general meeting of Shareholders shall be held, in accordance with Luxembourg law, in Luxembourg at the registered office of the Corporation, or at such other place as may be specified in the notice of meeting, on the second Friday of the month of January at 10 a.m. (Luxembourg time) If such day is not a business day in Luxembourg, the annual general meeting shall be held on the next following business day. The annual general meeting may be held abroad if, in the absolute and final judgement of the Board of Directors, exceptional circumstances so require.

If permitted and under the conditions set forth in Luxembourg laws and regulations, the annual general meeting of Shareholders may be held at a date, time or place other than those set forth in the preceding paragraph, that date, time or place to be decided by the Board of Directors.

Other meetings of Shareholders or Class meetings may be held at such place, date and time as may be specified in the respective notices of meeting.

Art. 11. The quorum and delays required by law shall govern the notice for and conduct of the meetings of Shareholders of the Corporation, unless otherwise provided herein.

Each Share of whatever Class and regardless of the net asset value per Share of any Class is entitled to one vote, subject to such limitations as may be imposed by these Articles. A Shareholder may act at any meeting of Shareholders by appointing another person as his proxy in writing, telegram, telex, telefax message, facsimile or any other electronic means capable of evidencing such proxy.

A Shareholder may also participate at any meeting of Shareholders by videoconference or any other means of telecommunication allowing to identify such Shareholder. Such means must allow the Shareholder to effectively act at such meeting of Shareholders, the proceedings of which must be retransmitted continuously to such Shareholder.

Except as otherwise required by law or as otherwise provided herein, resolutions at a meeting of Shareholders duly convened will be passed by a simple majority of the votes cast. Votes cast shall not include votes in relation to Shares in respect of which the Shareholders have not taken part in the vote or have abstained or have returned a blank or invalid vote. A corporation may execute a proxy under the hand of a duly authorised officer.

The Board of Directors may determine all other conditions that must be fulfilled by Shareholders for them to take part in any meeting of Shareholders.

Art. 12. Shareholders will meet upon call by the Board of Directors pursuant to notice setting forth the agenda sent in accordance with applicable laws and regulations to each Shareholder at the Shareholder's address in the register of Shareholders.

Notice shall, in addition and to the extent required, be published in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations of Luxembourg, in a Luxembourg newspaper, and in such other newspapers as the Board of Directors may decide.

If, however, all of the Shareholders are present or represented at a meeting of Shareholders, and if they state that they have been informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice or publication.

Under the conditions set forth in Luxembourg laws and regulations, the notice of any general meeting of Shareholders may provide that the quorum and the majority applicable for this general meeting will be determined by reference to the Shares issued and outstanding at a certain date and time preceding the general meeting (the "Record Date"), whereas the right of a Shareholder to participate at a general meeting of Shareholders and to exercise the voting right attached to his / her / its Shares will be determined by reference to the Shares held by this Shareholder as at the Record Date.

Art. 13. The Corporation shall be managed by a Board of Directors composed of not less than three members; members of the Board of Directors need not be Shareholders of the Corporation.

The Directors shall be elected by the Shareholders at a general meeting for a period ending at the next annual general meeting and until their successors are elected and qualify, provided, however, that a Director may be removed with or without cause and/or replaced at any time by resolution adopted by the Shareholders.

In the event of a vacancy in the office of Director because of death, retirement or otherwise, the remaining Directors may meet and may elect, by majority vote, a Director to fill such vacancy until the next meeting of Shareholders.

Art. 14. The Board of Directors shall choose from among its members a chairman, and may choose from among its members one or more vice-chairmen. It may also choose a secretary, who need not be a Director, who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the Board of Directors and of the Shareholders. The Board of Directors shall meet upon call by the chairman, or by any two Directors, at the place indicated in the notice of meeting.

The chairman shall preside at all meetings of Shareholders and the Board of Directors, but in his absence the Shareholders or the Board of Directors may appoint another director or, with respect to a general meeting of shareholders, any person as chairman pro tempore by vote of the majority present at any such meeting.

The Board of Directors from time to time may appoint the officers of the Corporation, including a general manager, a secretary, and any assistant general managers, assistant secretaries or other officers considered necessary for the operation and management of the Corporation. Any such appointment may be revoked at any time by the Board of Directors. Officers need not be Directors or Shareholders of the Corporation. The officers appointed, unless otherwise stipulated in these Articles, shall have the powers and duties given them by the Board of Directors.

Written notice of any meeting of the Board of Directors shall be given to all Directors at least seven days in advance of the day set for such meeting, except in circumstances of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the notice of meeting. This notice may be waived by the consent in writing or by cable, telegram, telex, facsimile transmission or any other electronic means capable of evidencing such waiver of each Director. Separate notice shall not be required for individual meetings held at times and places prescribed in a schedule previously adopted by resolution of the Board of Directors.

Any Director may act at any meeting of the Board of Directors by appointing in writing or by cable, telegram, telex, facsimile transmission or any other electronic means capable of evidencing such appointment another Director as his proxy.

Directors may also cast their vote in writing or by cable, telegram, facsimile transmission or any other electronic means capable of evidencing such vote.

The Directors may only act at duly convened meetings of the Board of Directors. Directors may not bind the Corporation by their individual acts, except as specifically permitted by resolution of the Board of Directors.

The Board of Directors can deliberate or act validly only if at least a majority of the Directors are present or represented at a meeting of the Board of Directors, or are participating in a videoconference or in a conference call. Decisions shall be taken by majority of the votes of the Directors present or represented at such meeting, or participating in the videoconference or conference call. In the event that in any meeting the number of votes for and against a resolution shall be equal, the chairman shall have a casting vote.

A Director may attend, and be considered as being present at, a meeting of the Board of Directors by means of a videoconference or telephone conference or other telecommunications means permitting their identification and by operation of which all persons participating in the meeting can hear each other and speak to each other, provided that the vote be confirmed in writing. Such means shall satisfy technical characteristics which ensure an effective participation at the meeting of the Board of Directors whose deliberations should be online without interruption. Such a board meeting held at distance by way of such communication means shall be deemed to have taken place at the registered office of the Corporation.

The Directors acting unanimously by circular resolution, may express their consent on one or several separate instruments in writing or by telex, cable, telegram, facsimile transmission or any other electronic means capable of evidencing such vote.

The Corporation will enter into a management agreement with a management company authorized under chapter 15 of the Law to supply the Corporation with investment management, administration and marketing services. Alternatively, the Board of Directors may appoint two or more persons to conduct the business of the Corporation.

The Board of Directors may delegate its powers to conduct the daily management and affairs of the Corporation and its powers to carry out acts in furtherance of the corporate policy and purpose, to officers of the Corporation, other physical persons or corporate entities, which need not be members of the Board of Directors. The Board of Directors may also delegate any of its powers, authorities and discretions to any committee, consisting of such person or persons (whether a member or members of the Board of Directors or not) as it thinks fit.

Art. 15. The minutes of any meeting of the Board of Directors shall be signed by the chairman or, in his absence, by the chairman pro tempore who presided at such meeting.

Copies or extracts of such minutes, which may be produced in judicial proceedings or otherwise, shall be signed by the chairman, or by the secretary, or by two Directors.

Art. 16. The Board of Directors shall, based upon the principle of spreading of risks, have power to determine the corporate and investment policy and the course of conduct of the management and business affairs of the Corporation.

The Board of Directors shall also determine any restrictions which shall from time to time be applicable to the investments of the Corporation, in accordance with part I of the Law.

The Board of Directors may decide that investment of the Corporation be made in (i) transferable securities and money market instruments admitted to or dealt in on a regulated market as defined by the Law; (ii) transferable securities and money market instruments dealt in on another market in a Member State (as defined in the Law) which is regulated, operates regularly and is recognised and open to the public; (iii) transferable securities and money market instruments admitted to official listing on a stock exchange or dealt in on another market which is regulated, operates regularly and is recognised and open to the public in any other country in Europe, Asia, Oceania, the American continents and Africa; (iv) in recently issued transferable securities and money market instruments provided the terms of the issue provide that application be made for admission to official listing in any of the stock exchanges or other regulated markets referred to above and provided that such admission is secured within one year of issue as well as (v) in any other transferable securities, instruments or other assets within the restrictions as shall be set forth by the Board of Directors in compliance with applicable laws on regulations and disclosed in the sales documents of the Corporation.

The Board of Directors of the Corporation may decide to invest under the principle of risk-spreading up to 100% of the assets of each Class of Shares of the Corporation in different transferable securities and money market instruments issued or guaranteed by a Member State of the European Union, its local authorities, a nonmember State of the European Union accepted to that effect by the Luxembourg supervisory authority and disclosed in the sales documents of the Corporation (including but not limited to OECD member states, Singapore and Brazil, Russia and Indonesia) or public international bodies of which one or more Member States of the European Union are members, provided that in the case where the Corporation decides to make use of this provision, the relevant Class of Shares hold securities from at least six different issues, and securities from any one issue may not account for more than 30% of the total net assets of such Class' total net assets.

The Board of Directors may decide that investments of the Corporation be made in financial derivative instruments, including equivalent cash settled instruments, dealt in on a regulated market as referred to in the Law and/or financial derivative instruments dealt in over-the-counter provided that, among others, the underlying consists of instruments covered by Article 41 (1) of the Law, financial indices, interest rates, foreign exchange rates or currencies, in which the Corporation may invest according to its investment objectives as disclosed in its sales documents.

The Board of Directors may further decide to create Classes of Shares the assets of which will be invested so as to replicate the composition of a certain stock or bond index provided that the relevant index is recognised by the Luxembourg supervisory authority on the basis that it is sufficiently diversified, represent an adequate benchmark for the market to which it refers and is published in an appropriate manner.

The Board of Directors may decide, in respect of any Class of Shares, that no more than 10% of the net assets of such Class will be invested in UCITS or other UCIs as defined in the Law.

The Corporation may hold all the shares in the capital of subsidiary companies which, exclusively on the Corporation's behalf, carry on only the business of management, advice or marketing in the country where the subsidiary is located, in regard to the redemption of shares at the request of shareholders.

Under the conditions set forth in Luxembourg laws and regulations, any Class may, to the widest extent permitted by applicable Luxembourg laws and regulations, but in accordance with the provisions set forth in the sales documents, invest in one or more Classes. In such case and subject to conditions set forth in applicable Luxembourg laws and regulations, the voting rights, if any, attaching to the Shares held by a Class in another Class are suspended for as long as they are held by the Class concerned. In addition and for as long as these Shares are held by a Class, their value will not be taken into consideration for the calculation of the net assets of the Corporation for the purposes of verifying the minimum capital required by the Law.

Under the conditions set forth in Luxembourg laws and regulations, the Board of Directors may, at any time it deems appropriate and to the largest extent permitted by applicable Luxembourg laws and regulations, but in accordance with the provisions set forth in the sales documents of the Corporation, (i) create any Class qualifying either as a feeder UCITS or as a master UCITS, (ii) convert any existing Class into a feeder UCITS Class or (iii) change the master UCITS of any of its feeder UCITS Classes.

Art. 17. No contract or other transaction between the Corporation and any other corporation or firm shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the Directors or officers of the Corporation is interested in, or is a director, associate, officer or employee of such other corporation or firm. Any Director or officer of the Corporation who serves as a director, officer or employee of any corporation or firm with which the Corporation shall contract or otherwise engage in business shall not, by reason of such affiliation with such other corporation or firm be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

In the event that any Director or officer of the Corporation may have any personal interest in any transaction of the Corporation, such Director or officer shall make known to the Board of Directors such personal interest and shall not consider or vote on any such transaction and such transaction, and such Director's or officer's interest therein, shall be reported to the next succeeding meeting of Shareholders. This paragraph shall not apply where the decision of the Board of Directors relates to current operations entered into under normal conditions.

Art. 18. The Corporation may indemnify any Director or officer, and his heirs, executors and administrators, against expenses reasonably incurred by him in connection with any action, suit or proceeding to which he may be made a party by reason of his being or having been a Director or officer of the Corporation or at its request, of any other corporation of which the Corporation is a Shareholder or creditor and from which he is not entitled to be indemnified, except in relation to matters as to which he shall be finally adjudged in such action, suit or proceeding to be liable for gross negligence or misconduct; in the event of a settlement, indemnification shall be provided only, in connection with such matters covered by the settlement as to which the Corporation is advised by counsel that the person to be indemnified did not commit such a breach of duty. The foregoing right of indemnification shall not exclude other rights to which he may be entitled.

Art. 19. The Corporation will be bound by the joint signature of two Directors, or by the joint or individual signatures of any person (s) to whom such signatory authority has been delegated by the Board of Directors.

Art. 20. The Corporation shall appoint an approved statutory auditor ("réviseur d'entreprises agréé") who shall carry out the duties prescribed by the Law. The auditor shall be elected by the general meeting of Shareholders and shall be in duty until his successor is elected.

Art. 21. As is more especially prescribed hereinbelow, the Corporation has the power to repurchase its own Shares at any time within the sole limitations set forth by law.

Any Shareholder may request the repurchase of all or part of his Shares by the Corporation. The repurchase price shall be paid not later than 7 business days after the date as of which the applicable net asset value was determined and shall be equal to the Net Asset Value as determined in accordance with the provisions of Article twenty-three hereof, less such charges (such as but not limited to redemption charges, dilution levies, contingent deferred sales charge or fiscal charges) as foreseen by its sales documents. If in exceptional circumstances the liquidity of the portfolio of assets maintained in respect of the Shares of a given Class being redeemed is not sufficient to enable the payment to be made within such a period, such payment shall be made as soon as reasonably practicable thereafter but without interest. From the repurchase price there may further be deducted any repurchase charge as the sales documents may provide. Any such request must be filed by such Shareholder at the registered office of the Corporation in Luxembourg or with any other person or entity appointed by the Corporation as its agent for repurchase of Shares, together with the delivery of the

certificate or certificates (if issued) for such Shares in proper form and accompanied by proper evidence of transfer or assignment.

With the consent of or upon request of the Shareholder(s) concerned, the Board of Directors may (subject to the principle of equal treatment of shareholders) satisfy redemption requests in whole or in part in kind by allocating to the redeeming Shareholders investments from the portfolio in value equal to the net asset value attributable to the Shares to be redeemed as described in the sales documents. Such redemption will, if required by law or regulation, be subject to a special audit report by the approved statutory auditor of the Corporation confirming the number, the denomination and the value of the assets which the Board of Directors will have determined to be contributed in counterpart of the redeemed Shares. The costs for such redemptions in kind, in particular the costs of the special audit report, will be borne by the Shareholder requesting the redemption in kind or by a third party, unless the Board of Directors considers the redemption in kind in the interest of the Corporation or made to protect the interest of the Shareholders. The nature and type of assets to be transferred in such case shall be determined on a fair and reasonable basis and without prejudicing the interests of the other holders of Shares in the relevant Class.

The Board of Directors may decide to postpone redemptions if requests for redemption for Shares representing more than 10% of the net assets in the relevant Class are received on a Valuation Day for which Shares may be tendered for redemption as defined in this Article, in which case the redemption requests will be scaled down pro-rata so that Shares representing not more than 10% of the net assets of such Class may be redeemed on a Valuation Day. To the extent that redemption requests have not been dealt with as result of such limitation, they will be dealt with on the next following Valuation Day(s) during which Shares may be tendered for redemption as defined in this Article, in priority to the redemption requests received on such following Valuation Day(s).

Shares in the capital of the Corporation repurchased by the Corporation shall be cancelled.

Any Shareholder may obtain conversion of whole or part of his Shares into Shares of another Class and subject to applicable limitations, another sub-class, at the respective net asset values as determined by Article 22 hereafter reduced, as to the first Class, by the charge provided for above, and increased as to the other Class, by the premium referred to in Article 24 hereafter, subject, where the net asset value of such Classes is expressed in different currencies, to the conversion rate prevailing on the date of conversion. The Board of Directors may impose such restrictions as to, inter alia, frequency of conversion, and may make conversion subject to payment of such charge, as the sales documents may provide.

Art. 22. Whenever the Corporation shall redeem Shares of the Corporation, the price per Share shall be equal to the net asset value per Share of the relevant Class or subclass as defined herein less any charges provided for in Article 21 and any deferred sales charge as may have been provided by the sales documents of the Corporation.

For the purpose of determination of the issue, conversion, switching and redemption prices, the Net Asset Value of Shares in the Corporation shall be determined by the Corporation as to the Shares of each Class or sub-class from time to time, but in no instance less than twice monthly, as the Board of Directors by regulation may direct (every such day or time for determination of Net Asset Value being referred to herein as a "Valuation Day"). The Corporation may suspend the determination of the Net Asset Value of Shares of any particular Class and the issue and redemption of the Shares in such Class as well as conversion from and to Shares of such Class during

a) any period when any of the principal stock exchanges or markets on which any substantial portion of the investments of the Corporation attributable to such Class of Shares from time to time are quoted or dealt in is closed otherwise than for ordinary holidays, or during which dealings therein are restricted or suspended;

b) the existence of any state of affairs which constitutes an emergency as a result of which disposals or valuation of assets owned by the Corporation attributable to such Class of Shares would be impracticable; or

c) any breakdown or restriction in the means of communication normally employed in determining the price or value of any of the investments attributable to any particular Class of Shares or the current price or values on any stock exchange; or

d) any period when the Corporation is unable to repatriate funds for the purpose of making payments on the redemption of such Shares or during which any transfer of funds involved in the realisation or acquisition of investments or payments due on redemption of such Shares cannot in the opinion of the Directors be effected at normal rates of exchange; or

e) any period when, in the opinion of the Board of Directors, there exists unusual circumstances where it would be impracticable or unfair towards the Shareholders to continue dealing in the Shares of any Class of the Corporation; or

f) in the event of winding up of the Corporation or of a Class, in which event repurchase shall be suspended effective on the date of the first notice; or

g) while the Net Asset Value of any subsidiary of the Corporation may not be determined accurately; or

h) when the master UCITS of a feeder UCITS Class temporarily suspends the repurchase, redemption or subscription of its units, whether on its own initiative or at the request of its competent authorities.

Any such suspension shall be publicised by the Corporation and shall be notified to Shareholders requesting purchase of their Shares by the Corporation at the time of the filing of the irrevocable written request for such purchase as specified in Article 21 hereof.

Art. 23. The net asset value of Shares (the "Net Asset Value") of each Class or subclass of Shares in the Corporation shall be expressed in Euro, or such other currency as the Board of Directors shall determine in respect of each Class or sub-class as a per Share figure and shall be determined in respect of any Valuation Day by dividing the net assets of the Corporation corresponding to each Class or sub-class of Shares, being the value of the assets of the Corporation corresponding to such Class or subclass less its liabilities attributable to such Class or sub-class at the close of business on such date, by the number of Shares of the relevant Class or sub-class then outstanding and by rounding the resulting sum to the nearest smallest unit of the currency concerned in the following manner:

A. The assets of the Corporation shall be deemed to include:

- a) all cash on hand or on deposit, including any interest accrued thereon;
- b) all bills and demand notes and accounts receivable (including proceeds of securities sold but not settled);
- c) all bonds, time notes, shares, stock, units/shares in undertakings for collective investment, debenture stocks, subscription rights, warrants, options and other investments and securities owned or contracted for by the Corporation;
- d) all stock, stock dividends, cash dividends and cash distributions receivable by the Corporation (provided that the Corporation may make adjustments with regard to fluctuations in the market value of securities caused by trading ex-dividends, ex-rights, or by similar practices);
- e) all interest accrued on any interest-bearing securities owned by the Corporation except to the extent that the same is included or reflected in the principal amount of such security;
- f) the preliminary expenses of the Corporation insofar as the same have not been written off, provided that such preliminary expenses may be written off directly from the capital of the Corporation, and
- g) all other assets of every kind and nature, including prepaid expenses.

The value of such assets shall be determined as follows:

- 1) The value of any cash on hand or on deposit, bills and demand notes and accounts receivable, prepaid expenses, cash dividends and interest declared or accrued as aforesaid and not yet received shall be deemed to be the full amount thereof, unless in any case the same is unlikely to be paid or received in full, in which case the value thereof shall be arrived at after making such discount as the Corporation may consider appropriate in such case to reflect the true value thereof.
- 2) The value of securities and/or money market instruments and/or financial derivative instruments which are listed or dealt in on any stock exchange is based on the last available price.
- 3) The value of securities and/or money market instruments and/or financial derivative instruments dealt in on any other regulated market is based on the last available price.
- 4) In the event that any of the securities held in the Corporation's portfolios on the relevant day are not listed or dealt in on any stock exchange or other regulated market or if, with respect to securities quoted or dealt in on any stock exchange or dealt in on any other regulated market or if the price as determined pursuant to subparagraphs 2) or 3) is not representative of the fair market value of the relevant securities, the value of such securities will be determined based on the reasonably foreseeable sales price determined prudently and in good faith.
- 5) The financial derivative instruments which are not listed on any official stock exchange or traded on any other regulated market will be valued in a reliable and verifiable manner on a daily basis and verified by a competent professional appointed by the Corporation in accordance with market practice.
- 6) Units or shares in open-ended investment funds shall be valued at their last available net asset value reduced by any applicable redemption charge.
- 7) The value of money market instruments neither listed or dealt in on a stock exchange nor dealt in on any other regulated market shall be based on the nominal value plus any accrued interest or on an amortised cost basis.
- 8) In the event that the above mentioned calculation methods are inappropriate or misleading, the Board of Directors may adjust the value of any investment or permits another method of valuation to be used for the assets of the Corporation;
- 9) In circumstances where the interests of the Corporation or its Shareholders so justify (avoidance of market timing practices, for example), the Board of Directors may take any appropriate measures, such as applying a fair-value pricing methodology to adjust the value of the Corporation's assets as further described in the sales document of the Corporation.

B. The liabilities of the Corporation shall be deemed to include:

- a) all loans, bills and accounts payable;
- b) all accrued or payable administrative expenses (including investment advisory fee, custodian fee and corporate agents' fees);
- c) all known liabilities, present and future, including all matured contractual obligations for payments of money or property, including the amount of any unpaid dividends declared by the Corporation where the Valuation Day falls on the record date for determination of the person entitled thereto or is subsequent thereto;
- d) an appropriate provision for future taxes based on net assets on the Valuation Day, as determined from time to time by the Corporation, and other reserves (if any) authorised and approved by the Board of Directors and

e) all other liabilities of the Corporation of whatsoever kind and nature except liabilities represented by Shares in the Corporation. In determining the amount of such liabilities the Corporation shall take into account all expenses payable by the Corporation which shall comprise formation expenses, fees payable to its management company (if applicable), investment advisers or investment managers, accountants, custodian, domiciliary, registrar and transfer agents, any paying agents and permanent representatives in places of registration, any other agent employed by the Corporation, fees for legal and auditing services, promotional, printing, reporting and publishing expenses, including the cost of advertising or preparing and printing of prospectuses and simplified prospectuses, explanatory memoranda or registration statements, annual and semi-annual reports, stock exchange listing costs and the costs of obtaining or maintaining any registration with or authorisation from governmental or other competent authorities, taxes or governmental charges, and all other operating expenses, including the cost of buying and selling assets, interest, bank charges and brokerage, postage, telephone and telex. The Corporation may calculate administrative and other expenses of a regular or recurring nature on an estimated figure for yearly or other periods in advance, and may accrue the same in equal proportions over any such period.

C. The Board of Directors shall establish a pool of assets for each Class of Shares in the following manner:

a) the proceeds from the issue of each Class of Shares shall be applied in the books of the Corporation to the pool of assets established for that Class of Shares, and the assets and liabilities and income and expenditure attributable thereto shall be applied to such pool subject to the provisions of this Article;

b) where any asset is derived from another asset, such derivative asset shall be applied in the books of the Corporation to the same pool as the assets from which it was derived and on each re-valuation of an asset the increase or diminution in value shall be applied to the relevant pool;

c) if within any pool class specific assets are held by the Corporation for a specific Class of Shares, the value thereof shall be allocated to the Class concerned and the purchase price paid therefore shall be deducted, at the time of acquisition, from the proportion of the other net assets of the relevant pool which otherwise would be attributable to such Class;

d) where the Corporation incurs a liability which relates to any asset of a particular pool or to any action taken in connection with an asset of a particular pool, such liability shall be allocated to the relevant pool;

e) in the case where any asset or liability on the Corporation cannot be considered as being attributable to a particular pool such asset or liability shall be allocated to all the pools prorata to the net asset values of the relevant Class of Shares;

the Board of Directors may reallocate any asset or liability previously allocated by them if in their opinion circumstances so require;

the Board of Directors may in the books of the Corporation appropriate an asset from one pool of assets to another if for any reason a liability would but for such appropriation not have been borne wholly or partly in the manner determined by the Board of Directors under this Article;

f) upon the payment of dividends to the holders of any Class of Shares, the Net Asset Value of such Class of Shares shall be reduced by the amount of such dividends.

g) upon payment of an expense allocable to a specific pool or a particular Class of Shares, the amount thereof shall be deducted from the assets of the pool concerned and, if applicable, from the proportion of the net assets attributable to the Class concerned.

If there have been created, as more fully described in Article 5 hereof, within the same Class of Shares two or several sub-classes, the allocation rules set out above shall apply, mutatis mutandis, to such sub-classes.

D. For the purposes of this Article:

a) Shares in respect of which subscription has been accepted but payment has not yet been received shall be deemed to be existing;

b) Shares of the Corporation to be redeemed under Article 21 hereof shall be treated as existing and taken into account until immediately after the close of business on the Valuation Day referred to in this Article, and from such time and until paid the price therefor shall be deemed to be a liability of the Corporation:

c) all investments, cash balances and other assets of the Corporation not expressed in the currency in which the Net Asset Value of the relevant Class is denominated, shall be valued after taking into account the market rate or rates of exchange in force at the date and time for determination of the Net Asset Value of Shares and

d) effect shall be given on any Valuation Day to any purchases or sales of securities contracted for by the Corporation on such Valuation Day, to the extent practicable.

E. The Board of Directors may invest and manage all or any part of the pools of assets established for two or more Classes of Shares (hereafter referred to as "Participating Funds") on a pooled basis where it is appropriate with regard to their respective investment sectors to do so. Any such enlarged asset pool ("Asset Pool") shall first be formed by transferring to it cash or (subject to the limitations mentioned below) other assets from each of the Participating Funds. Thereafter the Directors may from time to time make further transfers to the Asset Pool. They may also transfer assets from the Asset Pool to a Participating Fund, up to the amount of the participation of the Participating Fund concerned. Assets other than cash may be allocated to an Asset Pool only where they are appropriate to the investment sector of the Asset Pool concerned.

The assets of the Asset Pool to which each Participating Fund shall be entitled, shall be determined by reference to the allocations and withdrawals of assets by such Participating Fund and the allocation and withdrawals made on behalf of the other Participating Funds.

Dividends, interests and other distributions of an income nature received in respect of the assets in an Asset Pool will be immediately credited to the Participating Funds, in proportion to their respective entitlements to the assets in the Asset Pool at the time of receipt.

Art. 24. Whenever the Corporation shall offer Shares for subscription, the price per Share at which such Shares shall be offered and sold, shall be the Net Asset Value as hereinabove defined for the relevant Class or sub-class of shares which may be increased by such premium to cover expenses of the issue and investment expenses as the Board of Directors shall determine. The price so determined shall be payable within such period as determined by the Board of Directors and disclosed in the sales documents of the Corporation.

Art. 25. The Corporation shall enter into a Custodian agreement with a bank which shall satisfy the requirements of the Law (the "Custodian"). All securities and cash of the Corporation are to be held by or to the order of the Custodian who shall assume towards the Corporation and its Shareholders the responsibilities provided by Law.

In the event of the Custodian desiring to retire the Board of Directors shall use their best endeavours to find a bank to act as Custodian and upon doing so the Directors shall appoint such Corporation to be Custodian in place of the retiring Custodian. The Directors may terminate the appointment of the Custodian, but shall not remove the Custodian unless and until a successor Custodian shall have been appointed in accordance with this provision to act in the place thereof.

Art. 26. The accounting year of the Corporation shall begin on the 1st of October of each year and shall terminate on the 30th of September of the following year.

Art. 27. The appropriation of the annual results and any other distributions shall be determined by the annual general meeting upon proposal by the Board of Directors.

Dividends shall be paid in the currency in which the Net Asset Value of the Shares of any Class is expressed.

Class meetings shall, upon proposal from the Board of Directors and within the limits provided by the Luxembourg law, determine how the results of the Class shall be disposed of, and may from time to time declare distributions, or authorise the Board of Directors to declare distributions.

For any Share Class or Classes entitled to distributions, the Board of Directors may decide to pay interim dividends in compliance with the conditions set forth by the Luxembourg law. The annual general meeting shall ratify any interim dividends resolved by the Board of Directors.

The dividends declared will normally be paid in the currency in which the relevant Class of Shares is expressed or, in exceptional circumstances, in any other currency as selected by the Board of Directors and may be paid at any other places and times as may be determined by the Board of Directors.

No distribution may be made if after declaration of such distribution the Corporation's capital would be less than the minimum capital imposed by law.

Art. 28. In the event of a dissolution of the Corporation liquidation shall be carried out by one or several liquidators (who may be physical persons or legal entities) named by the meeting of Shareholders effecting such dissolution and which shall determine their powers and their compensation.

Art. 29. These Articles of Incorporation may be amended from time to time by a meeting of Shareholders, subject to the quorum and voting requirements provided by the laws of Luxembourg.

Any amendment affecting the rights of the holders of Shares of any Class vis-à-vis those of any other Class shall be subject, further, to the said quorum and majority requirements in respect of each such relevant Class.

Art. 30. All matters not governed by these Articles of Incorporation shall be determined in accordance with the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended and the Law."

The Meeting noted that the French translation of the Articles is not required anymore in accordance with article 26 (2) of the law of 17 December 2010 on undertakings for collective investment and that therefore no French translation of the present deed will follow the English version.

There being no further business on the agenda, the Meeting is thereupon closed.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the Meeting, the members of the Bureau, all of whom are known to the notary by their names, civil status and residences, signed together with us, the Notary, the present original deed.

Signé: M. DUFFIN, G. ASTGEN, C. PORTILLO et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 24 novembre 2011. Relation: LAC/2011/52235. Reçu soixante-quinze euros (75,- EUR).

Le Receveur (signé): F. SANDT.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société sur demande, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 décembre 2011.

Référence de publication: 2012001029/696.

(110212094) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2011.

Carignan Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1258 Luxembourg, 1, rue Jean-Pierre Brasseur.

R.C.S. Luxembourg B 166.068.

STATUTS

L'an deux mille douze, le cinq janvier.

Par-devant Nous Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg.

A COMPARU:

TWEELANDENPUNT HOLDING S.A., une société anonyme de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 1, rue du Potager, L-2347 Luxembourg, enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 64.304, dûment représentée par deux de ses administrateurs Monsieur Roeland P. PELS, avec adresse professionnelle à Luxembourg et Elckerlyc S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ici dûment représentée par son gérant unique Monsieur Roeland P. PELS, prénommé.

Laquelle comparante, aux termes de la capacité avec laquelle elle agit, a requis le notaire instrumentant d'arrêter ainsi qu'il suit les statuts d'une société qu'elle déclare constituer comme suit:

Art. 1^{er}. Forme et dénomination. Il existe une société anonyme de droit luxembourgeois, sous la dénomination de Carignan Holding S.A. (la Société) qui sera régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, en particulier par la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la Loi) ainsi que par les présents Statuts (les Statuts).

Art. 2. Siège social.

2.1. Le siège social de la Société est établi à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg. Il pourra être transféré dans les limites de la commune par simple décision de l'administrateur unique ou, en cas de pluralité d'administrateurs, du conseil d'administration de la Société.

2.2. Il peut être créé par simple décision de l'administrateur unique ou, en cas de pluralité d'administrateurs, du conseil d'administration de la Société, des succursales, filiales ou bureaux tant au Grand-duché de Luxembourg qu'à l'étranger. Lorsque que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social de nature à compromettre l'activité normale au siège social, ou la communication aisée entre le siège social et l'étranger se produiront ou seront imminents, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales. Ces mesures provisoires n'auront toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société, qui restera une société luxembourgeoise malgré le transfert provisoire de son siège social.

Art. 3. Durée de la Société.

3.1. La Société est constituée pour une durée illimitée.

3.2. Elle peut être dissoute, à tout moment, par résolution de l'assemblée générale de l'actionnaire/des actionnaires de la Société prise de la manière requise pour la modification des Statuts.

3.3. La mort, la dissolution de l'actionnaire unique n'entraînera pas la dissolution de la Société.

Art. 4. Objet social.

4.1. La société a pour objet la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans d'autres sociétés luxembourgeoises ou étrangères, ainsi que la gestion, le contrôle et la mise en valeur de ces participations.

4.2. La société peut notamment acquérir par voie d'apport, de souscription, d'option, d'achat et de toute autre manière des valeurs mobilières de toutes espèces et les réaliser par voie de ventes, cession, échange ou autrement. La société peut également acquérir et mettre en valeur tous brevets et autres droits se rattachant à ces brevets ou pouvant les compléter.

4.3. La société peut emprunter et accorder aux sociétés dans lesquelles elle possède un intérêt direct ou indirect tous concours, prêts, avances ou garanties. La société peut réaliser son objet soit seule, soit en participation avec des tiers, soit par des souscriptions ou des achats de titres ou de toute autre manière. Elle pourra effectuer tous placements immobiliers ou mobiliers, contracter tous emprunts avec ou sans affectation hypothécaire.

Art. 5. Capital social.

5.1. Le capital social souscrit de la Société est fixé à trente et un mille euros (31.000,- EUR) représenté par trois cent dix (310) actions ayant une valeur nominale de cent euros (100,- EUR) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées.

5.2. Le capital social souscrit de la Société peut être augmenté ou réduit par décision de l'assemblée générale de(s) l'actionnaire(s) adoptée comme en matière de modification des Statuts.

5.3. Le capital autorisé est, pendant la durée telle que prévue ci-après, de trente et un millions d'euros (31.000.000,- EUR) qui sera représenté par trois cent dix mille (310.000) actions d'une valeur nominale de cent euros (100,- EUR) chacune.

Le capital autorisé et le capital souscrit de la société peuvent être augmentés ou réduits par décision de l'assemblée générale des actionnaires statuant comme en matière de modification des statuts.

En outre, le conseil d'administration est autorisé, dès la constitution et pendant une période prenant fin le 5 janvier 2017, à augmenter en une ou plusieurs fois le capital souscrit à l'intérieur des limites du capital autorisé avec émission d'actions nouvelles. Ces augmentations de capital peuvent être souscrites avec ou sans prime d'émission, à libérer en espèces, en nature ou par compensation avec des créances certaines, liquides et immédiatement exigibles vis-à-vis de la société, ou même par incorporation de bénéfices reportés, de réserves disponibles ou de primes d'émission, ou par conversion d'obligations comme dit ci-après.

Le conseil d'administration est spécialement autorisé à procéder à de telles émissions sans réserver aux actionnaires antérieurs un droit préférentiel de souscription des actions à émettre.

Le conseil d'administration peut déléguer tout administrateur, directeur, fondé de pouvoir ou toute autre personne dûment autorisée, pour recueillir les souscriptions et recevoir paiement du prix des actions représentant tout ou partie de cette augmentation de capital.

Chaque fois que le conseil d'administration aura fait constater authentiquement une augmentation du capital souscrit, il fera adapter le présent article.

Le conseil d'administration est encore autorisé à émettre des emprunts obligataires ordinaires, avec bons de souscription ou convertibles, sous forme d'obligations au porteur ou autre, sous quelque dénomination que ce soit et payables en quelque monnaie que ce soit, étant entendu que toute émission d'obligations, avec bons de souscription ou convertibles, ne pourra se faire que dans le cadre des dispositions légales applicables au capital autorisé, dans les limites du capital autorisé ci-dessus spécifié et dans le cadre des dispositions légales, spécialement de l'article 32-4 de la loi sur les sociétés.

Le conseil d'administration déterminera la nature, le prix, le taux d'intérêt, les conditions d'émission et de remboursement et toutes autres conditions y ayant trait.

Art. 6. Actions.

6.1. Les actions sont nominatives ou au porteur au choix de(s) l'actionnaire(s).

6.2. Pour les actions nominatives, un registre des actionnaires de la Société sera tenu au siège social de la Société et pourra être examiné par chaque actionnaire. Le registre contiendra le nom de chaque actionnaire, son lieu de résidence ou domicile élu, le nombre d'actions détenu par lui, les paiements effectués pour chaque action et tous transferts d'actions et les dates respectives de ces transferts. La propriété des actions nominatives sera établie par l'inscription au registre des actionnaires de la Société.

6.3. La Société peut acquérir et détenir ses propres actions conformément aux conditions et limites prévues par la loi.

Art. 7. Transfert des actions. Le transfert d'actions s'effectue par une déclaration écrite de transfert inscrite au registre des actionnaires et signée par le cédant et le cessionnaire ou par toute personne les représentant au moyen de procurations valables. La Société peut accepter comme preuve du transfert tout document qu'elle jugera approprié.

Art. 8. Assemblées des actionnaires de la Société.

8.1. L'actionnaire unique assume tous les pouvoirs conférés à l'assemblée générale des actionnaires par la Loi. Les décisions de l'actionnaire unique sont consignées dans des procès-verbaux ou prises par écrit.

8.2. En cas de pluralité d'actionnaires, toute assemblée des actionnaires de la Société régulièrement constituée représente l'ensemble des actionnaires de la Société. Elle aura les pouvoirs les plus larges pour ordonner, exécuter ou ratifier tous les actes relatifs aux opérations de la Société.

8.3. L'assemblée générale annuelle de(s) l'actionnaire(s) de la Société se réunit, conformément à la Loi, au siège social de la Société à Luxembourg à l'adresse de son siège social ou à tout autre endroit dans la municipalité du siège social spécifié dans la convocation de l'assemblée, le troisième jeudi du mois de juin de chaque année à 10 heures. Si ce jour n'est pas un jour ouvrable bancaire à Luxembourg, l'assemblée générale annuelle se réunit le premier jour ouvrable qui suit.

8.4. L'assemblée générale annuelle de l'actionnaire/des actionnaires de la Société peut se réunir à l'étranger si l'administrateur unique, ou en cas de pluralité d'administrateurs, le conseil d'administration de la Société, estime que des circonstances exceptionnelles l'exigent.

8.5. Les autres assemblées de(s) l'actionnaire(s) de la Société sont tenues aux lieux et places spécifiés dans les convocations respectives de chaque assemblée.

Art. 9. Convocation, quorum, procurations, avis de convocation.

9.1. Les conditions posées par la loi en matière de délai de convocation et de quorum régiront les convocations et la tenue des assemblées des actionnaires de la Société, sauf disposition contraire des Statuts.

9.2. Chaque action donne droit à une voix.

9.3. A moins que la Loi ou les Statuts n'en disposent autrement, les résolutions des assemblées des actionnaires de la Société dûment convoquée seront valablement prises à la majorité simple des actions présentes ou représentées et participant au vote.

9.4. Une assemblée générale extraordinaire convoquée pour la modification des Statuts ne pourra valablement délibérer que si au moins la moitié du capital est représentée et que l'ordre du jour indique les propositions de modification des Statuts.

9.5. Si la première de ces conditions n'est pas remplie, une seconde assemblée est convoquée, de la manière prévue par les Statuts, par des avis publiés deux fois dans le Mémorial et dans deux journaux luxembourgeois, à quinze jours d'intervalle au moins et quinze jours avant l'assemblée. L'avis de convocation reprend l'ordre du jour et indique la date et l'issue de l'assemblée précédente. La seconde assemblée pourra valablement délibérer quelque soit le capital représenté. Au cours de chaque assemblée, les résolutions ne peuvent être prises que par une majorité représentant les deux tiers des actionnaires présents ou représentés.

9.6. La nationalité de la Société peut être modifiée et l'engagement de ses actionnaires augmenté uniquement avec l'accord unanime des actionnaires et obligataires de la Société.

9.7. Tout actionnaire pourra se faire représenter à toute assemblée des actionnaires de la Société en désignant une autre personne comme son mandataire par écrit, que ce soit par remise d'une procuration originale ou par télécopie, câble, télégramme ou télex.

9.8. Tout actionnaire peut participer à une assemblée des actionnaires de la Société par conférence téléphonique ou par tout autre moyen de communication similaire, ayant pour effet que toutes les personnes participant à la réunion peuvent s'entendre, se parler et délibérer dûment. Une telle participation sera assimilée à une présence physique.

9.9. Si tous les actionnaires de la Société sont présents ou représentés à une assemblée de actionnaires de la Société et considèrent avoir été valablement convoqués et informés de l'ordre du jour de l'assemblée, l'assemblée pourra être tenue sans avis de convocation.

Art. 10. Administration.

10.1. La Société est obligatoirement administrée par un conseil d'administration composé d'au moins trois membres. Les membres du conseil d'administration n'ont pas besoin d'être actionnaires de la Société. Les administrateurs seront nommés pour un mandat de six ans maximum et seront rééligibles.

Chaque fois qu'une personne morale est nommée aux fonctions d'administrateur (la Personne Morale), la Personne Morale est tenue de nommer un représentant permanent en vue d'exercer son mandat d'administrateur en son nom et pour son propre compte (le Représentant). Le Représentant est soumis aux mêmes conditions et encourt la même responsabilité civile que s'il exerçait en son nom propre et pour son propre compte, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'il représente. La Personne Morale ne peut révoquer son représentant qu'en désignant simultanément son successeur.

10.2. Les membres du conseil d'administration seront nommés par le(s) actionnaire(s) lors d'une assemblée générale. L'(es) actionnaire(s) détermine(nt) également leur nombre, leur rémunération et la durée de leurs mandats. Un administrateur peut être révoqué à tout moment et de manière discrétionnaire par l'assemblée générale de(s) actionnaire(s) de la Société.

10.3. En cas de vacance d'un poste d'administrateur suite au décès, à la démission ou autrement de celui-ci, les administrateurs restants peuvent élire à la majorité un administrateur pour pourvoir au remplacement du poste vacant jusqu'à la prochaine assemblée générale de l'actionnaire/des actionnaires de la Société.

Art. 11. Réunions du conseil d'administration de la Société.

11.1. Le conseil d'administration de la Société nomme parmi ses membres un président et peut nommer un secrétaire, administrateur ou non, responsable de la tenue des procès-verbaux des réunions du conseil d'administration de la Société et des assemblées générales de l'actionnaire/des actionnaires de la Société.

11.2. Le conseil d'administration est convoqué par le président ou par deux administrateurs, au lieu indiqué dans la lettre de convocation, qui sera, en principe, à Luxembourg.

11.3. La lettre de convocation pour toute réunion du conseil d'administration de la Société est donnée à l'ensemble des administrateurs au moins 24 (vingt-quatre) heures avant la date prévue pour la réunion, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature de ces circonstances est spécifiée brièvement dans la lettre de convocation de la réunion du conseil d'administration de la Société.

11.4. Une lettre de convocation n'est pas requise si tous les membres du conseil d'administration de la Société sont présents ou représentés au cours de la réunion et s'ils déclarent avoir été valablement informés et avoir connaissance de l'ordre du jour de la réunion. Avec l'accord unanime des administrateurs, il peut être renoncé à la procédure de convocation par écrit soit en original, soit par télécopie, câble, télégramme ou télex. Aucune convocation spéciale n'est

requis pour des réunions tenues à une période et à un endroit approuvés dans une résolution du conseil d'administration précédemment adoptée.

11.5. Tout administrateur ne pouvant assister à une réunion du conseil d'administration peut mandater un autre administrateur par écrit soit en original, soit par télécopie, câble, télégramme ou télex.

11.6. Tout administrateur peut participer à une réunion du conseil d'administration de la Société par conférence téléphonique ou par tout autre moyen de communication similaire, ayant pour effet que toutes les personnes participant à la réunion peuvent s'entendre, se parler et délibérer dûment. Une telle participation sera assimilée à une présence physique.

11.7. Le conseil d'administration de la Société ne peut délibérer et/ou agir valablement que si au moins la moitié des administrateurs de la Société, incluant un administrateur de classe A et un administrateur de classe B, sont présents ou représentés à une réunion du conseil d'administration de la Société. Les décisions sont prises à la majorité des voix des administrateurs présents ou représentés à la réunion. En cas d'égalité des votes, le président aura la voix prépondérante.

11.8. Les résolutions signées par tous les administrateurs produisent les mêmes effets que les résolutions prises à une réunion du conseil d'administration dûment convoquée et tenue. De telles signatures peuvent apparaître sur des documents séparés ou sur des copies multiples d'une résolution identique et peuvent résulter de lettres, télécopie ou télex.

Art. 12. Procès-verbaux des réunions du conseil d'administration de la Société.

12.1. Les procès-verbaux de chaque réunion du conseil d'administration de la Société seront signés par le président du conseil d'administration de la Société présidant la réunion ou par deux administrateurs de la Société.

12.2. Les copies ou extraits de ces procès-verbaux destinés à servir en justice ou ailleurs sont signés par le secrétaire (le cas échéant) ou par un administrateur de la Société.

Art. 13. Pouvoirs du conseil d'administration de la Société. Le conseil d'administration de la Société est investi des pouvoirs les plus larges afin d'accomplir tous les actes de disposition et d'administration dans l'intérêt de la Société. Tous les pouvoirs non expressément réservés par la Loi ou par les Statuts à l'assemblée générale de l'actionnaire/des actionnaires sont de la compétence du conseil d'administration de la Société.

Art. 15. Délégation de pouvoirs. Le conseil d'administration de la Société est autorisé à nommer des fondés de pouvoir de la Société, sans l'autorisation préalable de l'assemblée générale de l'actionnaire/des actionnaires de la Société, pour l'exécution de missions spécifiques à tous les niveaux de la Société.

Art. 16. Représentation. La Société sera engagée, vis-à-vis des tiers, dans tous les actes par la signature conjointe de deux administrateurs ou la signature conjointe ou la signature individuelle de toutes personnes auxquelles un pouvoir de signature a été donné conformément à l'article 15 des Statuts.

Art. 17. Conflit d'intérêts.

17.1 Aucun contrat ou aucune transaction entre la Société et une autre société ou entreprise ne sera affecté ou invalidé du fait qu'un ou plusieurs administrateurs de la Société y a un intérêt ou est un administrateur ou un employé de telle autre société ou entreprise.

17.2 Tout administrateur de la Société remplissant les fonctions d'administrateur ou étant employé dans une société ou entreprise avec laquelle la Société doit conclure un contrat ou entrer en relation d'affaires, sera pris en compte, prendra part au vote et agira par rapport à toutes questions relatives à tel contrat ou telle transaction, indépendamment de son appartenance à telle autre société ou entreprise.

17.3 Au cas où un administrateur de la Société a un intérêt personnel dans, ou contraire à toute transaction de la Société, celui-ci en informera le conseil d'administration de la Société et ne sera pas pris en compte ni ne votera eu égard à cette transaction. La prochaine assemblée générale de l'actionnaire/des actionnaires ratifiera ladite transaction.

17.4 Lorsque la Société comprend un actionnaire unique, l'article 17.3. n'est pas applicable et il est seulement fait mention dans un procès-verbal des opérations intervenues entre la Société et son administrateur ayant un intérêt opposé à celui de la Société.

17.5 L'article 17.3. and 17.4. ne sont pas applicables lorsque des décisions du conseil d'administration concernent des opérations courantes et conclues dans des conditions normales.

Art. 18. Commissaire.

18.1 Les opérations de la Société seront surveillées par un ou plusieurs commissaires. Les Commissaires sont nommés par l'assemblée générale de l'actionnaire/des actionnaires pour un terme n'excédant pas six ans et seront rééligibles.

18.2 Les commissaires sont nommés par l'assemblée générale de l'actionnaire/des actionnaires de la Société qui détermine leur nombre, leur rémunération et la durée de leur mandat. Le(s) commissaire(s) en fonction peuvent être révoqués à tout moment et de manière discrétionnaire par l'assemblée générale de l'actionnaire/des actionnaires de la Société.

Art. 19. Exercice social. L'exercice social commencera le 1^{er} janvier et se terminera le 31 décembre de chaque année.

Art. 20. Affectation des Bénéfices.

20.1 Il sera prélevé sur le bénéfice net annuel de la Société cinq pour cent (5%) qui seront affectés à la réserve légale. Ce prélèvement cessera d'être obligatoire lorsque la réserve légale aura atteint dix pour cent (10%) du capital social de la Société tel qu'il est fixé ou tel que celui-ci aura été augmenté ou réduit de temps à autre conformément à l'article 5 des Statuts.

20.2 Après le prélèvement affecté à la réserve légale, l'assemblée générale de l'actionnaire/des actionnaires de la Société décidera souverainement de l'affectation du solde restant du bénéfice net qui sera disponible afin d'être distribué. L'assemblée peut notamment, de manière discrétionnaire, décider de procéder à la distribution de dividendes.

20.3 Les dividendes sont payés en euros ou dans toute autre devise déterminée par le conseil d'administration de la Société et sont payés aux lieux et dates déterminés par le conseil d'administration. Le conseil d'administration de la Société peut décider de payer des dividendes intérimaires sous les conditions et dans les limites fixées par la Loi.

Art. 21. Dissolution et Liquidation. La Société peut être en tout temps dissoute par une décision de l'assemblée générale de l'actionnaire/des actionnaires de la Société adoptée de la manière requise pour la modification des Statuts. En cas de dissolution de la Société, il sera procédé à la liquidation par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs (personne physique ou morale) nommé(s) par l'assemblée générale de l'actionnaire/des actionnaires de la Société qui aura décidé de dissoudre la Société, et qui déterminera, le cas échéant, les pouvoirs et la rémunération du ou des liquidateurs.

Art. 22. Droit applicable. Toutes les questions qui ne sont pas régies expressément par les présents Statuts seront tranchées en application de la Loi.

Dispositions transitoires

- 1) Le premier exercice social commence aujourd'hui et se terminera le 31 décembre 2012.
- 2) La première assemblée générale annuelle se tiendra en 2013.

Souscription et Paiement

Les actions de la Société ont été souscrites comme suit:

TWEELANDENPUNT HOLDING S.A., prénommée	310 actions
Total:	310 actions

Toutes les actions ont été entièrement libérées par paiement en numéraire, de sorte que le montant de trente et un mille euros (31.000,- EUR) est à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il a été prouvé au notaire instrumentaire.

Déclaration

Le notaire instrumentaire déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26 de la Loi, telle que modifiée, et en confirme expressément l'accomplissement. Il confirme en outre que ces Statuts sont conformes aux prescriptions de l'article 27 de la Loi.

Estimation des frais

Les parties comparantes déclarent que le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge, en raison de sa constitution, s'élève approximativement à la somme de mille cinq cents euros (1.500,- EUR).

Résolutions de l'actionnaire unique

Le comparant préqualifié, représentant l'intégralité du capital social souscrit, a de suite pris les résolutions suivantes:

- 1) Le nombre d'administrateurs de la Société est fixé à trois (3).
- 2) Le nombre des commissaires aux comptes de la Société est fixé à un (1).
- 3) Sont nommés administrateurs pour une période se terminant lors de l'assemblée ordinaire tenue en 2017:
 - Monsieur Roeland P. PELS, administrateur de sociétés, né le 28 août 1949 à Hilversum (Belgique), avec adresse professionnelle au 1, rue du Potager, L-2347 Luxembourg (Président du Conseil d'Administration);
 - Monsieur Lars GOSLINGS, avocat, né le 4 mai 1976 à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), avec adresse professionnelle au 1, rue Jean-Pierre Brasseur, L-1258 Luxembourg; et
 - Elckerlyc S.à.r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 1, rue du Potager, L-2347 Luxembourg, enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 147.438 et ayant comme représentant permanent Monsieur Roeland P. PELS, prénommé.
- 4) Est nommée commissaire aux comptes de la Société pour une période se terminant lors de l'assemblée ordinaire tenue en 2017:
 - Kohen & Associés S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 62, avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg et enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 114.190.
- 5) Le siège social de la société est fixé au 1, rue Jean-Pierre Brasseur, L-1258 Luxembourg.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

En foi de quoi Nous, notaire soussigné, avons apposé notre signature et sceau le jour de l'année indiquée ci-dessus.

Et après lecture faite au représentant du comparant, ce dernier a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: R. P. Pels et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 9 janvier 2012. Relation: LAC/2012/1470. Reçu soixante-quinze euros (EUR 75,-).

Le Receveur (signée): Irène THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, aux fins d'inscription au Registre de Commerce.

Luxembourg, le 12 janvier 2012.

Référence de publication: 2012006952/280.

(120007180) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 janvier 2012.

Parkridge CE Retail Sàrl, Société à responsabilité limitée.

R.C.S. Luxembourg B 101.802.

La société FINIMMO WEALTH MANAGEMENT SA., avec siège social au 370, Route de Longwy, L – 1940 Luxembourg, a dénoncé avec effet immédiat le contrat de domiciliation conclu avec la société PARKRIDGE CE RETAIL S.à r.l. (R.C.S. Luxembourg B 101 802).

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Le 11 Janvier 2012.

Finimmo Wealth Management SA

Signature

Référence de publication: 2012007246/13.

(120007070) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 janvier 2012.

Parkridge CE Retail 2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

R.C.S. Luxembourg B 134.204.

La société FINIMMO WEALTH MANAGEMENT SA., avec siège social au 370, Route de Longwy, L – 1940 Luxembourg, a dénoncé avec effet immédiat le contrat de domiciliation conclu avec la société PARKRIDGE CE RETAIL 2 S.à r.l. (R.C.S. Luxembourg B 134 204).

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Le 11 Janvier 2012.

Finimmo Wealth Management SA

Signature

Référence de publication: 2012007247/13.

(120006953) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 janvier 2012.

European Directories OpHoldco S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 155.420.

Il résulte de l'Assemblée Générale Extraordinaire tenue au siège social en date du 9 janvier 2012 de la société European Directories OpHoldco S.A. que l'actionnaire a pris les décisions suivantes:

- Nomination des nouveaux Administrateurs A pour une durée de 6 ans à compter du 3 octobre 2011:

Antonius Bouten, demeurant au Mauerkirchestr. 13, 81679 Munich, Allemagne.

Stuart Ross, demeurant au 15 McKay Road, London SW20 0HT, Royaume-Uni.

- Démission d'Administrateur A suivant à compter du 3 octobre 2011:

Peter A. Briggs, demeurant au Randolph Avenue 116, London W9 1PQ, Royaume-Uni.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

European Directories OpHoldco S.A.
Patrick L.C. van Denzen
Administrateur B

Référence de publication: 2012007436/18.

(120007512) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 janvier 2012.

Live, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1466 Luxembourg, 8, rue Jean Engling.

R.C.S. Luxembourg B 166.056.

L'an deux mille douze, le six janvier.

Par-devant Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné;

A COMPARU:

Monsieur Olivier CARLO, Directeur Financier, né à Falaise (F), le 10 mai 1961, demeurant à L-1466 Luxembourg, 8, rue Jean Engling.

Lequel comparant a requis le notaire instrumentaire de documenter comme suit les statuts d'une société à responsabilité limitée qu'il constitue par la présente.

Titre I^{er}.- Objet - Raison sociale - Durée

Art. 1^{er}. Il est formé par la présente entre les propriétaires actuels des parts ci-après créées et tous ceux qui pourront le devenir dans la suite, une société à responsabilité limitée qui sera régie par les lois y relatives, ainsi que par les présents statuts.

Art. 2. La société à responsabilité limitée prend la dénomination de LIVE, (ci-après la Société").

Art. 3. La société a pour objet le Conseil aux entreprises et aux collectivités en vue d'optimiser leur performance économique.

La société a également pour objet toutes activités commerciales, en accord avec les dispositions de la loi du 9 juillet 2004, modifiant la loi modifiée du 28 décembre 1988 concernant le droit d'établissement et réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales.

La Société pourra emprunter avec ou sans garantie ou se porter caution pour d'autres personnes morales et physiques, sous réserve des dispositions légales afférentes.

La Société pourra encore effectuer toutes opérations immobilières, mobilières, commerciales, industrielles et financières, susceptibles de favoriser l'accomplissement ou le développement des activités décrites ci-dessus.

Art. 4. La durée de la Société est illimitée.

Art. 5. Le siège social est établi dans la Ville de Luxembourg.

Il peut être transféré en toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg en vertu d'une décision des associés.

Titre II.- Capital social - Parts sociales

Art. 6. Le capital social est fixé à douze mille cinq cents euros (12.500,- EUR), représenté par cinq cents (500) parts sociales d'une valeur nominale de vingt-cinq euros (25,- EUR) chacune.

Le capital social pourra, à tout moment, être augmenté ou diminué dans les conditions prévues par l'article 199 de la loi concernant les sociétés commerciales.

Art. 7. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés.

Elles ne peuvent être cédées entre vifs ou pour cause de mort à des non-associés que moyennant l'accord unanime de tous les associés.

En cas de cession à un non-associé, les associés restants ont un droit de préemption. Ils doivent l'exercer dans les 30 jours à partir de la date du refus de cession à un non-associé. En cas d'exercice de ce droit de préemption, la valeur de rachat des parts est calculée conformément aux dispositions des alinéas 6 et 7 de l'article 189 de la loi sur les sociétés commerciales.

Art. 8. Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'un des associés ne mettent pas fin à la Société.

Les créanciers, ayants-droit ou héritiers d'un associé ne pourront pour quelque motif que ce soit, faire apposer des scellés sur les biens et documents de la Société, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration; pour faire valoir leurs droits, ils devront se tenir aux valeurs constatées dans les derniers bilan et inventaire de la Société.

Titre III.- Administration et Gérance

Art. 9. La Société est administrée par un ou plusieurs gérants, associés ou non, nommés et révocables à tout moment par l'assemblée générale qui fixe leurs pouvoirs et leurs rémunérations.

Art. 10. Chaque associé peut participer aux décisions collectives quel que soit le nombre de parts qui lui appartiennent. Chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts sociales qu'il possède et peut se faire valablement représenter aux assemblées par un porteur de procuration spéciale.

Art. 11. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles sont adoptées par les associés représentant plus de la moitié du capital social.

Les décisions collectives ayant pour objet une modification aux statuts doivent réunir la majorité des associés représentant les trois quarts (3/4) du capital social.

Art. 12. Lorsque la Société ne comporte qu'un seul associé, les pouvoirs attribués par la loi ou les statuts à l'assemblée générale sont exercés par l'associé unique.

Les décisions prises par l'associé unique, en vertu de ces pouvoirs, sont inscrites sur un procès-verbal ou établies par écrit.

De même, les contrats conclus entre l'associé unique et la Société représentée par lui sont inscrits sur un procès-verbal ou établies par écrit.

Cette disposition n'est pas applicable aux opérations courantes conclues dans des conditions normales.

Art. 13. Le ou les gérants ne contractent, en raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société; simples mandataires, ils ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.

Art. 14. Chaque année, le trente et un décembre, les comptes sont arrêtés et le ou les gérants dressent un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la Société.

Art. 15. Tout associé peut prendre au siège social de la Société communication de l'inventaire et du bilan.

Art. 16. Les produits de la Société constatés dans l'inventaire annuel, déduction faite des frais généraux, amortissements et charges, constituent le bénéfice net.

Sur le bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent pour la constitution du fonds de réserve légale jusqu'à ce que celui-ci ait atteint dix pour cent du capital social.

Une partie du bénéfice disponible pourra être attribuée à titre de gratification aux gérants par décision des associés.

Art. 17. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.

Titre IV.- Dissolution - Liquidation

Art. 18. Lors de la dissolution de la Société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associés qui en fixeront les pouvoirs et les émoluments.

Titre V.- Dispositions générales

Art. 19. Pour tout ce qui n'est pas prévu dans les présents statuts, les associés se réfèrent aux dispositions légales.

Disposition transitoire

Par dérogation, le premier exercice commence aujourd'hui et finira le 31 décembre 2012.

Souscription et Libération

Les statuts de la Société ayant ainsi été arrêtés, les parts sociales ont été souscrites par l'associé unique, Monsieur Olivier CARLO, pré-qualifié, et libérées entièrement par le souscripteur prêté moyennant un versement en numéraire, de sorte que la somme de douze mille cinq cents euros (12.500,- EUR) se trouve dès-à-présent à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire par une attestation bancaire, qui le constate expressément.

Frais

Les parties ont évalué le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge, à raison de sa constitution, à environ 950,- EUR.

Résolutions prises par l'associé unique

Et aussitôt l'associé unique, représentée comme dit ci-avant, représentant l'intégralité du capital social a pris les résolutions suivantes:

- 1.- L'adresse du siège social est établie à L-1466 Luxembourg, 8, rue Jean Engling,
- 2.- Monsieur Olivier CARLO, Directeur Financier, né à Falaise (F), le 10 mai 1961, demeurant à L-1466 Luxembourg, 8, rue Jean Engling, est nommé gérant unique de la Société pour une durée indéterminée.

3.- La Société est valablement engagée en toutes circonstances par la signature individuelle du gérant unique.

DONT ACTE, fait et passé à Junglinster, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, connu du notaire par nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: Olivier CARLO, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher, le 10 janvier 2012. Relation GRE/2011/197. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Junglinster, le 11 janvier 2012.

Référence de publication: 2012007184/106.

(120007015) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 janvier 2012.

Parkridge CEE S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

R.C.S. Luxembourg B 127.419.

La société FINIMMO WEALTH MANAGEMENT SA., avec siège social au 370, Route de Longwy, L – 1940 Luxembourg, a dénoncé avec effet immédiat le contrat de domiciliation conclu avec la société PARKRIDGE CEE S.à r.l. (R.C.S. Luxembourg B 127 419).

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Le 11 Janvier 2012.

Finimmo Wealth Management SA

Signature

Référence de publication: 2012007248/13.

(120007099) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 janvier 2012.

ODC IMM, ODC - Integrated Medical Management S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 612.500,00.

Siège social: L-7410 Angelsberg, 6, rue de l'Ecole.

R.C.S. Luxembourg B 166.047.

L'an deux mille onze, le vingt et un décembre.

Par-devant Nous Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg.

ONT COMPARU:

1) Monsieur Philippe Robert SCHREDER, indépendant, né à Matam (Sénégal) le 21 novembre 1975 et demeurant au 6, rue de l'Ecole, L-7410 Angelsberg; et

2) Monsieur Bernard DEREINE, administrateur de sociétés, né à Bruxelles (Belgique) le 9 mars 1961 et demeurant au 6, rue de l'Ecole, L-7410 Angelsberg.

Lesquels comparants ont prié le notaire d'acter ce qui suit:

I. Ils sont les seuls associés de la société à responsabilité limitée dénommée ODC - Integrated Medical Management S.à r.l. (en abrégé ODC-IMM), une société de droit luxembourgeois, constituée selon acte du notaire instrumentaire en date du 21 décembre 2011, non encore publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

II. L'ordre du jour est conçu comme suit:

1. Augmentation du capital de la Société d'un montant de six cent mille euros (600.000,- EUR) par voie d'émission de soixante mille (60.000) nouvelles parts sociales sans désignation de valeur nominale.

2. Modification de l'article 5 des statuts.

3. Divers.

Ceci ayant été déclaré, les associés ont pris les résolutions suivantes:

Première résolution

Les associés décident d'augmenter le capital social de la Société à concurrence de six cent mille euros (600.000,- EUR) pour le porter de son montant actuel de douze mille cinq cents euros (12.500,- EUR) à un montant de six cent douze mille cinq cents euros (612.500,- EUR), par voie d'émission de soixante mille (60.000) nouvelles parts sociales sans désignation de valeur nominale.

Souscription et Libération

Toutes les soixante mille (60.000) nouvelles parts sociales à émettre ont été intégralement souscrites:

- à concurrence de trente mille (30.000) parts sociales par Monsieur Philippe Robert SCHREDER, préqualifié, ici présent; et

- à concurrence de trente mille (30.000) parts sociales par Monsieur Bernard DEREINE, préqualifié, ici présent.

Elles ont été libérées par un apport en nature consistant en un apport de modèles plus amplement désignés dans le rapport d'évaluation du conseil de gérance ci-après désigné.

Cet apport a fait l'objet d'une évaluation par le conseil de gérance de la société en date du 20 décembre 2011.

Cette évaluation, après signature «ne varietur», restera annexée au présent acte pour être enregistrée avec lui.

Cette évaluation a été acceptée expressément par tous les associés ayant une connaissance pleine et entière des modèles.

Suite à cette augmentation, les parts sociales sont désormais réparties comme suit:

1) Monsieur Philippe Robert SCHREDER, préqualifié, trente mille six cent vingt-cinq parts sociales	30.625
2) Monsieur Bernard DEREINE, préqualifié, Trente mille six cent vingt-cinq parts sociales	30.625
Total: soixante et un mille deux cent cinquante parts sociales	61.250

Deuxième résolution

Suite à la première résolution, l'article 5 des statuts de la Société est modifié et aura désormais la teneur suivante:

" **Art. 5.** Le capital social est fixé à six cent douze mille cinq cents euros (612.500,- EUR), représenté par soixante et un mille deux cent cinquante (61.250) parts sociales sans désignation de valeur nominale, toutes souscrites et entièrement libérées."

Evaluation

Les comparants ci-avant désigné déclarent que les frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison du présent acte, s'élèvent approximativement à deux mille trois cents euros (2.300,- EUR).

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, l'assemblée est terminée.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la comparante, celle-ci, par son mandataire, a signé avec Nous notaire la présente minute.

Signé: P. R. Schreder, B. Dereine et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 27 décembre 2011. LAC/2011/58386 Reçu soixante-quinze euros (EUR 75,-).

Le Receveur (signé): Francis SANDT.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre, aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 janvier 2012.

Référence de publication: 2012007238/64.

(120007543) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 janvier 2012.

Parkridge CER S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

R.C.S. Luxembourg B 134.197.

La société FINIMMO WEALTH MANAGEMENT SA., avec siège social au 370, Route de Longwy, L – 1940 Luxembourg, a dénoncé avec effet immédiat le contrat de domiciliation conclu avec la société PARKRIDGE CER S.à r.l. (R.C.S. Luxembourg B 134 197).

Le 11 Janvier 2012.

Finimmo Wealth Management SA

Signature

Référence de publication: 2012007249/12.

(120007699) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 janvier 2012.

Parkridge France Mixed Use S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

R.C.S. Luxembourg B 127.299.

La société FINIMMO WEALTH MANAGEMENT SA., avec siège social au 370, Route de Longwy, L – 1940 Luxembourg, a dénoncé avec effet immédiat le contrat de domiciliation conclu avec la société PARKRIDGE FRANCE MIXED USE S.à r.l. (R.C.S. Luxembourg B 127 299).

Le 11 Janvier 2012.

Finimmo Wealth Management SA

Signature

Référence de publication: 2012007250/12.

(120007698) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 janvier 2012.

Parkridge Retail Ukraine S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

R.C.S. Luxembourg B 127.301.

La société FINIMMO WEALTH MANAGEMENT SA., avec siège social au 370, Route de Longwy, L – 1940 Luxembourg, a dénoncé avec effet immédiat le contrat de domiciliation conclu avec la société PARKRIDGE RETAIL UKRAINE S.à r.l. (R.C.S. Luxembourg B 127 301).

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Le 11 Janvier 2012.

Finimmo Wealth Management SA

Signature

Référence de publication: 2012007254/13.

(120007281) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 janvier 2012.

Samora S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2132 Luxembourg, 2-4, avenue Marie-Thérèse.

R.C.S. Luxembourg B 114.768.

Lors de l'Assemblée Ordinaire des actionnaires tenue le 30 décembre 2011, il a été résolu ce qui suit:

1. De réélire Mess. Patrik SJÖÖ et Torben MADSEN et Gilles WECKER comme administrateurs au conseil d'administration de la société;

2. De réélire MODERN TREUHAND S.A. comme commissaire aux comptes de la société.

At the Ordinary General Meeting of shareholders held at the registered office of the Company on December 30th, 2011, it has been resolved the following:

1. To re-elect Mr. Patrik SJÖÖ, Mr. Torben MADSEN and Mr. Gilles WECKER as directors of the board for the company;

2. To re-elect MODERN TREUHAND S.A. as the statutory auditor of the company.

Référence de publication: 2012008536/16.

(120009433) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 janvier 2012.

Deadpan S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1371 Luxembourg, 3A, Val Sainte Croix.

R.C.S. Luxembourg B 151.648.

L'an deux mille douze le trois janvier,

L'associé décide de transférer le siège social de L-1430 Luxembourg, 6 Boulevard Dupong à L-1370 Luxembourg, 3 A Val Ste Croix.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

DIEKIRCH, le 09 janvier 2012.

Pour la société

COFICOM Trust S.à r.l.

50, Esplanade

L-9227 DIEKIRCH

Référence de publication: 2012007964/16.

(120007222) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 janvier 2012.
